



**Conseil économique
et social**

Distr.
GÉNÉRALE

E/1997/INF/1
7 janvier 1997
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

L'ÉCONOMIE MONDIALE AU DÉBUT DE 1997

Note du Secrétaire général

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Paragraphe</u> s	<u>Page</u>
INTRODUCTION	1 - 8	4
I. PAYS DÉVELOPPÉS : UNE CROISSANCE QUI TOUCHE DE PLUS EN PLUS DE PAYS MAIS RESTE TIMIDE	9 - 33	6
A. Amérique du Nord : croissance modérée et faible inflation	15 - 18	7
B. Japon : une certaine reprise s'installe enfin .	19 - 20	8
C. Europe : croissance lente et convergence économique	21 - 27	9
D. Le problème budgétaire au centre de la politique macro-économique	28 - 33	10
II. CROISSANCE DÉCEVANTE DANS PLUSIEURS PAYS EN TRANSITION	34 - 54	12
A. Dynamisme confirmé des pays à croissance rapide	36 - 39	12
B. Certains pays sont-ils bloqués en mode de croissance lente?	40 - 44	13
C. Le début de la reprise retardé en Russie	45 - 51	14
D. Des signes de reprise économique dans les autres pays de la Communauté d'États indépendants (CEI)	52 - 54	16

TABLE DES MATIÈRES (suite)

	<u>Paragraphe</u> s	<u>Page</u>
III. LA CROISSANCE TOUCHE UN PLUS GRAND NOMBRE DE PAYS EN DÉVELOPPEMENT	55 - 96	17
A. Reprise de la croissance économique en Afrique .	60 - 70	19
B. Ajustement et reprise en Amérique latine et dans les Caraïbes	71 - 77	21
C. La recherche d'un taux de croissance durable en Asie	78 - 96	23
1. Politiques de décélération de la croissance en Asie du Sud et en Asie de l'Est	80 - 84	24
2. L'"atterrissage en douceur" de la Chine . .	85 - 91	25
3. La croissance est stimulée par le renchérissement du pétrole en Asie occidentale	92 - 96	26
IV. CRÉATION D'UN ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL FAVORISANT LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE	97 - 120	28
A. Ralentissement de la reprise de la croissance du commerce mondial	98 - 109	28
B. Afflux de capitaux dans les pays ayant accès aux marchés financiers	110 - 120	32

TABLEAUX

A.1 Pays développés à économie de marché : taux de croissance du PIB réel, 1987-1997 (variation annuelle en pourcentage)	35
A.2 Principaux pays industrialisés : indicateurs trimestriels, 1994-1996	36
A.3 Pays développés à économie de marché : hausse des prix à la consommation, 1987-1997 (variation annuelle en pourcentage)	37
A.4 Pays développés à économie de marché : taux de chômage, 1987-1997 (en pourcentage de la population active totale)	38
A.5 Pays en transition : taux de croissance du PIB réel, 1987-1997 (variation annuelle en pourcentage)	39
A.6 Pays en développement : taux de croissance du PIB réel, 1987-1997 (variation annuelle en pourcentage)	40

/...

TABLE DES MATIÈRES (suite)

Page

TABLEAUX (suite)

A.7	Commerce mondial : variations du volume des échanges, 1987-1997 (variation annuelle en pourcentage)	41
A.8	Prix des produits primaires autres que les combustibles exportés par des pays en développement, 1980-1996 (variation annuelle en pourcentage)	42
A.9	Fonds levés sur le marché international des capitaux, 1986-1996 . .	43

L'ÉCONOMIE MONDIALE AU DÉBUT DE 1997

INTRODUCTION

1. L'économie mondiale a enfin retrouvé un rythme de croissance comparable à celui des années 80. La plupart des pays connaissant une faible inflation, la croissance pourrait même être plus durable qu'alors. Dans beaucoup de pays toutefois, cela ne suffit pas à faire reculer la pauvreté et le chômage.

2. Les pays développés comme les pays en développement ont vu leur taux de croissance économique augmenter en 1996. Dans la Communauté d'États indépendants (CEI), le ralentissement de l'activité économique a été moins fort qu'auparavant, ce qui s'est traduit par une diminution moins importante de la production des pays en transition vers l'économie de marché (voir tableau 1).

3. En 1997, le taux de croissance global des pays développés devrait se maintenir, tandis que dans les pays en développement il devrait continuer à augmenter légèrement. On s'attend en outre à ce que les chiffres officiels des pays en transition fassent apparaître pour la première fois une petite augmentation de la production. Toutefois, les données fournies par certains grands pays ayant tendance à sous-estimer le niveau réel de l'activité économique, l'amélioration de la situation pourrait avoir été plus rapide que les chiffres ne le donnent à penser.

4. Les pays développés, en développement et en transition sont de plus en plus nombreux à connaître une croissance économique effective. On estime que, depuis 1995, plus de 100 pays sur les 137 qui font l'objet d'un suivi régulier ont augmenté leur production par habitant, soit bien plus qu'au cours de la récession du début des années 90 (voir tableau 1). Ce progrès est attribuable à l'impulsion donnée à l'économie par la fin de la récession dans les pays développés (même si cet élan s'essouffle dans certains pays) et à la plus grande capacité de certains pays en transition de profiter de ce type d'impulsion. Dans les pays en développement, il est dû à l'augmentation récente du cours des produits de base ainsi qu'à la forte augmentation des échanges internationaux et des flux internationaux de capitaux au milieu des années 90, mais aussi à des conditions météorologiques clémentes en Afrique en 1996. Sauf accident, 116 pays devraient voir leur production par habitant augmenter en 1997.

Tableau 1

Croissance de la production mondiale, 1981-1997

(Pourcentage annuel de variation)

	1981-1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996 ^a	1997 ^b
Monde ^c	2,9	0,4	1,1	1,0	2,4	2,5	2,8	3
Pays développés	2,9	0,8	1,6	0,8	2,7	2,1	2,3	2 ¼
Pays en transition ^d	2,0	-8,6	-12,0	-7,1	-9,0	-1,8	-1,3	1 ½
Pays en développement	3,1	3,5	4,9	5,0	5,4	5,2	5,7	6
Pour mémoire :								
Nombre de pays où la production par habitant augmente	74	69	75	61	93	106	104	116
Nombre de pays dans l'échantillon	122	122	136	137	137	137	137	137
Croissance de la production mondiale, telle que présentée dans <u>La situation économique et sociale dans le monde, 1996</u>	2,9	0,3	1,1	0,9	2,4	2,4	2 ½	3 ¼

Source : Département de l'information économique et sociale et de l'analyse des politiques du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies (ONU/DIESAP).

^a Estimations préliminaires.

^b Prévisions fondées en partie sur le projet LINK (Groupe de recherche international de créateurs de modèles économétriques, Département de l'information économique et sociale et de l'analyse des politiques du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies).

^c Moyenne pondérée des taux nationaux de croissance du produit intérieur brut (PIB), les coefficients de pondération étant calculés sur la base du PIB aux prix et taux de change de 1988.

^d Sur la base du PIB déclaré, lequel sous-estime largement l'activité dans plusieurs pays.

5. Dans de nombreux cas, toutefois, la production par habitant augmente lentement et ne se traduit pas par le dynamisme économique – et la diminution de la pauvreté – qu'entraînent de forts investissements, l'augmentation de la capacité de production, un accroissement rapide de la productivité et la croissance de l'emploi. De fait, le risque de marginalisation reste élevé pour les pays à faible revenu dont les rentrées de devises dépendent étroitement des exportations de produits de base et dont les seuls apports de capitaux étrangers procèdent de l'aide publique au développement.

6. Sauf quelques exceptions notables, l'évolution de l'économie mondiale semble avoir suivi les projections établies par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies dans La situation économique et sociale dans le monde, 1996¹. La production mondiale semble s'être accélérée un peu plus que prévu, mais les prévisions actuelles pour 1997 tablent sur une croissance légèrement plus faible que ce que l'on escomptait il y a six mois (voir tableau 1). Comme prévu, la croissance du commerce mondial s'est ralentie mais le tassement constaté est supérieur aux prévisions du mois de juin (on estime que le volume des exportations a augmenté de 5,8 %, contre les 7,75 % prévus). La plupart des groupes de pays ont été touchés par ce ralentissement (voir tableau A.7).

/...

7. En 1996, le produit intérieur brut (PIB) des pays développés a connu une augmentation légèrement supérieure aux 2 % escomptés, ce qui est dû en partie à une reprise plus forte que prévu au Japon (3,6 % alors que l'on tablait sur 2 %) (voir tableau A.1). La croissance économique des pays en développement a également été un peu plus forte que les 5 1/2 % prévus (voir tableau A.6).

8. Dans un cas cependant, les résultats ont été décevants. On s'attendait en effet à ce que les pays en transition voient leur PIB augmenter pour la première fois de la décennie. Or, cette augmentation semble remise à 1997 (voir tableau A.5). Alors que la plupart des pays européens ont connu une croissance économique, très rapide même pour certains, la Bulgarie traverse une profonde récession. La Fédération de Russie n'a pas atteint le niveau de croissance escompté, alors que plusieurs pays d'Asie centrale ont vu les prévisions se confirmer. En fait, même si la Fédération de Russie augmentait sa production à la fin de l'année, son PIB devrait être inférieur en 1997 à celui de 1996.

I. PAYS DÉVELOPPÉS : UNE CROISSANCE QUI TOUCHE DE PLUS EN PLUS DE PAYS MAIS RESTE TIMIDE

9. Les États-Unis d'Amérique et le Canada connaissent une phase ascendante de leur économie depuis six ans, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord depuis cinq ans, les pays d'Europe continentale et le Japon depuis quatre ans (voir tableau A.1). Dans tous ces pays, la croissance devrait se poursuivre en 1997, généralement au même rythme qu'en 1996.

10. Au deuxième semestre de 1995 et au premier semestre de 1996, la croissance s'est en fait ralentie dans plusieurs pays d'Europe continentale, mais il s'agissait d'un bref repli et non du début d'une nouvelle récession (voir tableau A.2). Aux États-Unis, la croissance a atteint une moyenne annuelle de 3,4 % au premier semestre de 1996 pour se stabiliser ensuite à 2 % environ, rythme qui devrait se maintenir en 1997. Parmi les pays qui, avec les États-Unis, étaient les premiers à sortir de la récession, le Canada, la Nouvelle-Zélande et le Royaume-Uni connaissent à nouveau une accélération de leur activité économique, tandis qu'en Australie et en Irlande la croissance devrait se ralentir mais atteindre tout de même respectivement 2,5 % et 4 %. En Europe continentale, la croissance devrait s'accélérer pour passer de 1,5 % en 1996 à 2,5 % environ en 1997. Après quatre ans de relative stagnation, l'économie japonaise s'est ressaisie à la fin de 1995 pour atteindre en 1996 un rythme de croissance estimé à 3,6 %. Toutefois, la croissance devrait se ralentir en 1997 pour se maintenir à 2 % environ.

11. L'accélération de la croissance a été favorisée dans plusieurs pays par un assouplissement de la politique monétaire. En 1996, les taux d'intérêt à court terme ont été considérablement abaissés en Europe (sauf au Royaume-Uni) et au Canada. Aux États-Unis, la Réserve fédérale s'est efforcée de maintenir les taux d'intérêt à un niveau qui permette de favoriser une croissance régulière tout en maîtrisant l'inflation, ce qui s'est traduit par un taux réel légèrement supérieur à 2 %. Au Japon, les taux d'intérêt sont restés presque nuls. L'assouplissement de la politique monétaire s'est accompagné d'une diminution des taux d'intérêt du marché. Le raffermissement du dollar par rapport à la plupart des grandes monnaies après avril 1995 a également favorisé la croissance dans plusieurs pays développés. Enfin, après avoir connu de fortes fluctuations

au cours des deux dernières années, les stocks devraient mieux répondre à la demande finale en 1997 et n'avoir que peu d'influence sur la croissance.

12. Malgré l'assouplissement des politiques monétaires, les pays développés ne connaîtront qu'une augmentation modérée de leur PIB, en partie parce que nombre d'entre eux ont amorcé une réduction des déficits budgétaires sur plusieurs années. En 1997, la plupart des pays devraient maintenir le cap de la rigueur monétaire et le Japon devrait lui aussi s'orienter dans cette voie, ce qui aura pour conséquence, du moins à court terme, de freiner la demande. D'une manière générale, les gouvernements et les banques centrales se sont donné pour principale priorité de créer et de maintenir un climat économique stable et ne souhaitent donc pas que la croissance s'accélère au point de susciter des risques d'inflation. L'attitude est la même sur les marchés financiers où la mondialisation croissante de l'économie a pour effet de peser sur le cours des obligations, les taux d'intérêt et les taux de change des pays dont les politiques budgétaires ou monétaires ne paraissent pas viables aux opérateurs. Tous les acteurs économiques étant partisans d'une croissance non inflationniste, on pourrait penser que la croissance réelle est en fait inférieure à ce qu'elle pourrait être si l'on ne s'imposait pas cette contrainte. Toutefois, comme la durée de la phase d'expansion dans de nombreux pays le donne à penser, les efforts destinés à éviter une relance de l'inflation pourraient bien produire une croissance plus durable.

13. De fait, le taux d'inflation actuel est le plus bas jamais enregistré depuis les années 60. En 1997, l'augmentation des prix à la consommation devrait rester modeste et représenter un peu plus de 2 % pour le groupe des pays développés (voir tableau A.3).

14. La situation de l'emploi est différente selon les pays. Aux États-Unis, le taux de chômage est tombé à son niveau le plus bas depuis le début des années 70. Il a également diminué au Canada, ainsi qu'au Royaume-Uni où il est actuellement inférieur au taux moyen des années 80. En revanche, le taux de chômage reste plus élevé que par le passé au Japon et surtout en Europe continentale et ne devrait pas sensiblement diminuer malgré de bonnes perspectives de croissance (voir tableau A.4). Les gouvernements attribuent la situation aux mécanismes du marché du travail et aux réglementations. On peut donc s'attendre à ce qu'ils adoptent des mesures axées sur ces domaines et non des mesures traditionnelles de relance de la demande.

A. Amérique du Nord : croissance modérée et faible inflation

15. Aux États-Unis d'Amérique, la croissance économique devrait être un peu supérieure à 2 %; le taux de chômage, qui était passé par un maximum de 7,3 % en 1992, a nettement baissé, et s'inscrit entre 5 % et 5,5 %. Presque toutes les composantes de la demande, notamment les stocks et les investissements fixes des entreprises, ont, durant la présente reprise, moins fluctué qu'à l'accoutumée, et aucun déséquilibre majeur n'est jusqu'à présent apparu. En outre, bien que le chômage soit tombé en dessous du niveau dont on croyait naguère qu'il risquait de provoquer une reprise de l'inflation, on s'attend que celle-ci reste de l'ordre de 3 % environ. Cette combinaison d'un chômage faible et d'une inflation modérée est l'une des caractéristiques les plus notables de

la présente reprise. Il faut remonter aux années 60 pour retrouver ce phénomène.

16. En 1997, la croissance économique aux États-Unis, devrait être entretenue par des taux d'intérêt à long terme relativement faibles, et les investissements des entreprises resteront l'élément le plus dynamique de la demande, la consommation privée suivant l'augmentation modérée des revenus. En outre, à la faveur de la reprise de la croissance dans les autres pays développés et à mesure que le taux de change du dollar se stabilisera ou même s'affaiblira, après l'appréciation constatée durant l'année écoulée, il est probable que les perspectives des exportations vont s'améliorer encore.

17. L'économie canadienne semble devoir connaître en 1997 une période de croissance plus forte. Une baisse sensible des taux d'intérêt depuis le début de 1995 a stimulé la demande intérieure en 1996, malgré les amputations budgétaires. Les ventes de biens de consommation sont fortes depuis la fin de 1995. Cependant, un énorme dégonflement des stocks a ralenti la croissance de la production durant le premier semestre de 1996. Au milieu de 1996, l'accumulation excessive des stocks a largement été éliminée.

18. Il est probable que ce sont les investissements privés et les exportations qui entraîneront la croissance économique au Canada. La consommation restera relativement précaire, en raison de l'augmentation très modeste des revenus personnels et de l'endettement grandissant des ménages, qui est passé de 65 % du revenu disponible des ménages en 1991 à près de 95 % en 1996; mais la composante la plus fragile de la demande restera les dépenses publiques, en raison du maintien de la politique d'austérité budgétaire de toutes les administrations. L'accélération de la croissance n'aura sans doute pas d'effet important sur l'inflation, qui a été en moyenne de 1,4 % au cours des trois dernières années. Il reste en effet beaucoup de jeu sur le marché du travail et sur celui des biens. En même temps, sous l'effet de nouvelles compressions d'effectifs dans le secteur public, le chômage, qui est près de deux fois plus élevé qu'aux États-Unis, ne reculera sans doute pas beaucoup.

B. Japon : une certaine reprise s'installe enfin

19. La croissance économique au Japon a retrouvé en 1996 un rythme qu'elle n'avait pas connu depuis 1991. Le principal moteur de la croissance a été l'énorme programme de dépenses publiques mis en oeuvre en 1995. La formation de capital fixe des administrations et l'investissement résidentiel privé ont accusé des taux de croissance très élevés, tandis que l'investissement fixe des entreprises aurait augmenté de 5 % environ. Cette dernière composante est peut-être le signe que la période d'ajustement de la capacité productive approche de sa fin. En même temps, les dépenses de consommateurs ont moins augmenté que le PIB dans son ensemble, en raison surtout de la précarité du marché du travail. Les dépenses des consommateurs ne devraient pas connaître une reprise marquée en 1997. Dans le même temps, les exportations ont été relativement fragiles, tandis que les importations ont été vigoureuses en 1996, de sorte que le secteur extérieur a exercé un net effet de freinage sur le PIB.

20. Plusieurs préoccupations demeurent au sujet de l'économie japonaise. La première est d'ordre financier. L'annulation des créances douteuses pourrait

compromettre l'aptitude des banques commerciales à accorder de nouveaux prêts. Cela, à son tour, risque de retentir sur les petites et moyennes entreprises, qui ne sont pas bien placées sur les marchés des capitaux. Il est à noter que l'investissement de ces entreprises reste faible depuis 1993, tandis que dans les cycles conjoncturels antérieurs, c'est lui qui relançait l'économie. Deuxièmement, il est peu probable que la dépense privée compense intégralement le freinage budgétaire résultant du relèvement de la taxe à la consommation prévue pour avril 1997 et une baisse importante des dépenses publiques une fois achevé le programme en cours. Troisièmement, la contribution à la demande globale des exportations nettes, quoique devenue positive, sera certainement faible. De ce fait, l'économie semble devoir n'enregistrer qu'une croissance faible en 1997 et au-delà.

C. Europe : croissance lente et convergence économique

21. La croissance économique a repris en Europe au second semestre de 1996. Néanmoins, elle restera sans doute modérée et le chômage ne diminuera sans doute que très peu. Avec quelques exceptions, en 1997, comme en 1996, on observera très peu de différences entre les taux de croissance des pays européens, car les pays dont les monnaies s'étaient dépréciées plus tôt ont vu leur avantage concurrentiel réduit par l'appréciation qui a suivi. Comme les taux de croissance, les taux d'inflation devraient être assez semblables : ils s'inscriraient principalement entre 1,5 % et 3 %.

22. En Allemagne et en France, la croissance devrait s'accélérer progressivement, passant de 1 % environ en 1996 à un peu plus de 2 % en 1997. Jusqu'à présent, ce sont les exportations qui ont entraîné la reprise en Allemagne, et il y a très peu de signes indiquant que la demande intérieure prendrait la relève de la demande étrangère parmi les composantes de la croissance. En particulier, l'investissement des entreprises, qui dans les reprises antérieures avait joué un rôle essentiel, est frappé de langueur, car il vise surtout une rationalisation plutôt qu'une expansion des capacités productives. Au cours de 1997, cependant, l'investissement dans les machines et le matériel de même que dans l'accumulation de stocks, pourrait progressivement s'affermir. En 1997, pour la première fois depuis la réunification, la croissance économique dans la partie orientale du pays devrait se rapprocher de celle constatée dans la partie occidentale sans être beaucoup plus forte.

23. En France, l'investissement devrait contribuer beaucoup, en 1997, à une certaine accélération de la croissance du PIB. Des projections optimistes d'investissement découlent d'une orientation plus détendue de la situation monétaire et d'un affermissement de la demande d'exportations, ainsi que de la nécessité de moderniser et de reconstituer des capacités productives après la vive contraction des investissements constatée au début des années 90. En outre, une certaine reconstitution des stocks ne peut être exclue. Contrairement à l'investissement, les dépenses de consommation devraient freiner la croissance d'ensemble du PIB en raison de la morosité des consommateurs et du relèvement très modéré des salaires dans un contexte de fort chômage, alors que le prélèvement fiscal et les cotisations sociales s'alourdissent.

24. L'activité économique en Autriche, en Belgique, aux Pays-Bas, en Suisse et dans la plupart des pays nordiques devrait être assez semblable à celle de

l'Allemagne, la demande intérieure et la demande extérieure apportant une impulsion à peu près identique à la croissance. La principale exception est la Norvège, où une forte augmentation des exportations énergétiques entraîne la croissance au-dessus de sa tendance habituelle. Contrairement à la plupart des autres pays européens, la Norvège a un excédent budgétaire, qui ne cesse d'augmenter.

25. En revanche, au Royaume-Uni, l'activité économique connaît une expansion continue qui s'explique en grande partie par une dynamique intérieure. Les exportations ont perdu leur effet d'entraînement, en raison de l'appréciation de la livre et de la faible croissance de la plupart des autres marchés européens. En même temps, on relève une vive reprise des dépenses des consommateurs et de l'investissement résidentiel, soutenue par une nouvelle baisse du chômage, une progression des revenus réels et, dans une moindre mesure, une modeste réduction de la fiscalité. En outre, il est probable que les investissements demeureront très vigoureux. De ce fait, la croissance économique devrait nettement dépasser 3 % en 1997, soit plus d'un point de pourcentage de plus qu'en 1996.

26. Depuis le début de la reprise, en 1994, l'économie italienne n'est plus en phase sur celle de ses principaux partenaires. En 1995, en raison d'une dépréciation antérieure de la lire, l'économie italienne a connu une croissance plus forte que la France et l'Allemagne. Pourtant, le caractère restrictif de la politique monétaire, dans un souci de lutte contre l'inflation (qui dépassait alors de beaucoup la moyenne de l'Union européenne), et l'appréciation de la lire depuis le milieu de 1995, de même que l'orientation extrêmement rigoureuse de la politique budgétaire, ont contribué à ralentir la croissance du PIB. De ce fait, la croissance économique devrait être inférieure à 1 % en 1996, sans devoir réellement augmenter en 1997. Pourtant, des progrès ont été faits sur le front qui préoccupait le plus les hauts responsables de la politique économique, à savoir l'inflation; à la fin de 1996, pour la première fois depuis 1969, le taux annuel d'inflation a été ramené en dessous de 3 %.

27. L'activité économique s'est également ralentie en 1996 en Espagne et au Portugal, mais moins brutalement, car la baisse de la croissance des exportations a été compensée par une certaine reprise de la demande intérieure. Dans les deux pays, l'inflation s'est également ralentie.

D. Le problème budgétaire au centre de la politique macro-économique

28. Dans la plupart des pays développés, malgré les fluctuations économiques à court terme, c'est le problème de la réduction du déficit budgétaire qui retient surtout l'attention. Dans certains pays, l'ajustement budgétaire est en cours depuis plusieurs années et l'effort entrepris, allant de pair avec l'effet de la croissance économique, porte ses fruits. C'est le cas en particulier aux États-Unis d'Amérique où depuis plusieurs années, le déficit budgétaire public (total) diminue progressivement, de sorte que s'il égalait encore presque 5 % du PIB en 1992, il n'en représente que 1,5 % environ en 1996.

29. Le Canada est entré dans sa quatrième année d'austérité budgétaire. En proportion du PIB, la réduction du déficit est beaucoup plus marquée que l'effort entrepris en Europe, dont on parle pourtant beaucoup plus. Le déficit

du Gouvernement fédéral canadien a en effet diminué, passant de 4,9 % du PIB en 1993 à 2,1 % en 1996, et devrait tomber au-dessous de 1 % en 1997. Cette réduction du déficit a été obtenue surtout par une amputation des dépenses. Avec les politiques actuelles, le Gouvernement fédéral canadien devrait pouvoir commencer à réduire la dette fédérale durant l'exercice 1998-1999. Des efforts budgétaires simultanés dans les provinces ont amené une réduction du déficit public général de 7,2 % du PIB en 1993 à 2,3 % en 1996.

30. Au Japon, la nécessité urgente de réduire les déficits budgétaires et l'obligation où se trouve l'État de financer, à l'avenir, des prestations sociales en pleine expansion devraient empêcher les autorités budgétaires d'adopter de nouvelles mesures majeures de stimulation de la demande; mais même si le Gouvernement tentait de relancer la demande, les effets à long terme de l'augmentation des dépenses publiques ne devraient pas être très prononcés. En effet, c'est au premier trimestre de 1996 surtout que se sont fait sentir les effets de l'énorme augmentation des dépenses publiques engagées depuis l'automne 1995, mais ses effets se sont progressivement dissipés vers la fin de l'année sans susciter la forte reprise attendue dans le secteur privé. Comme le montre l'expérience des trois dernières années, les résultats décevants de l'économie japonaise s'expliquent plus par les rigidités économiques que par une mauvaise régulation de la demande globale. De ce fait, la croissance économique à long terme dépendra de façon décisive de l'aptitude des pouvoirs publics à poursuivre la libéralisation de secteurs tels que l'activité bancaire, les assurances et les télécommunications.

31. Dans la plupart des pays européens, la politique économique a répondu principalement à deux objectifs liés entre eux : satisfaire les critères budgétaires du Traité de Maastricht (instituant l'Union européenne) et alimenter une expansion soutenue et non inflationniste. Si la croissance s'essouffle, il sera plus difficile encore pour de nombreux pays d'atteindre les objectifs de réduction du déficit prévus pour la fin de 1997, année décisive pour la réalisation des critères de Maastricht relatifs à l'Union européenne. En d'autres termes, un ralentissement de la croissance réduirait les recettes fiscales et alourdirait les dépenses sociales, en particulier la protection contre le chômage. En revanche, un abaissement des taux d'intérêt résultant d'une conjoncture fragile aiderait à réduire le coût du service de la dette et aiderait d'autant les pays à atteindre les objectifs fixés.

32. Dans certains cas, le critère budgétaire devrait être satisfait moyennant un resserrement moins rigoureux de la politique budgétaire en 1997 qu'en 1996. L'Italie est l'exception notable. Les réductions des dépenses et l'introduction de nouveaux impôts dans le budget italien de 1997 reviennent à opérer dans l'économie une ponction équivalant à 3 % du PIB. Malgré cela, en Europe occidentale dans son ensemble, la politique budgétaire ne devrait pas exercer sur l'activité économique un effet plus restrictif en 1997 qu'en 1996.

33. Au cours des quelques prochaines années, il est probable que la plupart des pays développés continueront à rechercher activement une réduction de leur déficit budgétaire, soit en raison d'une volonté politique de le ramener à zéro, comme aux États-Unis, soit en raison du souci qu'inspire l'augmentation automatique des dépenses à prévoir, comme au Japon, soit encore en raison des objectifs de Maastricht, comme en Europe. De plus, si 1997 est bien la première

année où les objectifs de Maastricht devront être satisfaits, ces objectifs resteront en vigueur, et pourront même être rendus plus rigoureux encore dans les années qui suivent. Le succès de la politique budgétaire d'un pays quelconque ne peut donc être jugé uniquement sur les résultats obtenus en 1997.

II. CROISSANCE DÉCEVANTE DANS PLUSIEURS PAYS EN TRANSITION

34. Plusieurs des pays d'Europe qui vivent la transition d'une économie planifiée à une économie de marché semblent en mesure de maintenir des taux de croissance assez stables : la croissance économique en 1996, de même que la croissance prévue pour 1997, y sont du même ordre que les années précédentes. Cette constatation vaut non seulement pour des pays où la croissance économique est assez rapide, mais aussi pour d'autres où elle est lente (voir tableau A.5). Par ailleurs, la production d'autres pays, Fédération de Russie et Ukraine notamment, continue à baisser, et les observateurs s'accordent maintenant à penser que la conjoncture ne s'y inversera qu'après 1997.

35. Cette persistance de la tendance récente n'est pas systématique, comme le montre la récession qu'a connue la Bulgarie en 1996, sous l'effet de la montée de l'inflation, de la surévaluation de la monnaie, de la crise des changes, et, par voie de conséquence, du ralentissement brutal de l'activité qu'a entraîné la rareté du crédit. On constate aussi que la régression a récemment fait place à la croissance dans plus de la moitié des pays de la Communauté d'États indépendants (CEI). La question que l'on peut maintenant se poser pour ces pays, et en fait pour tous les pays en transition, est de savoir s'ils parviendront à faire durer les taux de croissance (de l'ordre de 5 % par an) que connaissent certains pays d'Europe centrale et orientale.

A. Dynamisme confirmé des pays à croissance rapide

36. En 1996, le PIB a augmenté de 4,5 % au moins en Albanie, en Pologne, en République tchèque, en Roumanie et en Slovaquie. La situation albanaise est unique, ce petit pays cherchant à surmonter les distorsions économiques, la misère et la régression très accusée héritées des années qui ont précédé les réformes. Les autres pays ont abordé la transition avec des structures économiques plus modernes, et le grand changement qu'elle y a apporté a été l'apparition de nouvelles possibilités d'activité économique pour l'ensemble de la population et des entreprises. Une part importante de la production y a d'abord été orientée vers les nouveaux marchés d'exportation, mais on a vu plus récemment s'accroître la production destinée au marché intérieur.

37. Comme les années précédentes, la production industrielle a été en 1996 le moteur de la croissance des pays où celle-ci a été rapide. À la reprise de la production industrielle ont été associés des progrès marqués de la productivité du travail. Le bâtiment s'est particulièrement bien comporté en République tchèque et en Pologne, avec le démarrage de grands programmes de construction de logements.

38. Face au ralentissement économique des pays d'Europe occidentale, qui freine la croissance des exportations vers les marchés de ces pays, la demande globale a été soutenue dans les pays en transition par la belle tenue de la consommation des particuliers qu'ont rendue possible la hausse des salaires réels et l'essor

des investissements. Ces derniers ont été stimulés par une situation économique meilleure, une fiscalité diverse graduellement allégée et le développement des dépenses d'équipement des administrations.

39. Les taux d'inflation en République tchèque et en Slovaquie n'ont pas dépassé 10 % en 1996, mais les prix ont augmenté de 20 % en Pologne (ce qui est toutefois moins que les 28 % de 1995), et l'inflation est montée jusqu'à 40 % en Roumanie. Dans tous ces pays, cette inflation traduit le fait que la transformation des systèmes et des structures n'est pas terminée; on est néanmoins parvenu à la contenir par diverses combinaisons de resserrement du crédit, d'appréciation réelle des taux de change indexés et le contrôle de certains prix. Dans la plupart des pays en cause, le recul de l'inflation a amené un reflux des anticipations inflationnistes, et les taux d'intérêt ont donc baissé.

B. Certains pays sont-ils bloqués en mode de croissance lente?

40. Certains pays en transition, notamment la Hongrie et les pays baltes (Estonie, Lettonie et Lituanie) comptent désormais deux ans au moins de croissance économique, mais à un rythme qui ne dépasse pas les 3 % annuels (voir tableau A.5). Il est vrai que des changements structurels importants qui y sont en cours parallèlement à la stabilisation économique pourraient accélérer la croissance à l'avenir.

41. En Hongrie, ce sont les préoccupations causées par l'ampleur des déséquilibres budgétaires et extérieurs qui ont empêché la croissance de s'accélérer. Bien qu'étant le pays qui a attiré le plus d'investissements étrangers directs, la Hongrie n'en connaît pas moins un fort surendettement, qui absorbe une part considérable des ressources en devises et des crédits budgétaires. Si la Pologne a demandé et obtenu en 1992 l'annulation d'une part notable de sa dette, la Hongrie n'a pas voulu pour sa part en faire autant, craignant de compromettre son accès aux marchés des capitaux. L'ajustement macro-économique étant impératif, on comprend que le pays doive encore retenir sa demande intérieure. Le Gouvernement a commencé entre-temps à se préoccuper de la nécessaire restructuration du système de protection sociale.

42. La stratégie axée sur l'offre a fait rechercher des investisseurs étrangers directs comme partenaires stratégiques pour la privatisation des entreprises d'État hongroises, et adopter ce faisant des techniques et des méthodes de travail nouvelles. Les sociétés étrangères ont également consacré des investissements considérables à des implantations en rase campagne. Cette stratégie, destinée à porter ses fruits à moyen terme, a pour l'instant, du fait des gros apports de capitaux, causé une appréciation de la monnaie, ce qui a amplifié le freinage exercé sur la production de biens et services exportables par le ralentissement des marchés d'Europe occidentale.

43. Les trois pays baltes devraient selon les prévisions connaître à nouveau en 1997 un rythme de croissance lent. Dans ces trois pays, l'inflation persistante demeure l'un des grands sujets de préoccupation. Les politiques économiques y sont par ailleurs axées sur la poursuite des programmes de privatisation et de la modification des structures de la production et des échanges.

44. En Estonie où l'activité économique était naguère tributaire surtout de la réexportation du pétrole, des métaux et des matières premières russes, le redressement de la production industrielle intérieure a pris la relève, avec notamment une belle reprise du secteur des services. Un programme avancé de privatisations, une parfaite rigueur financière imposée par l'office monétaire et un régime commercial très libéral permettent désormais une transformation économique assez rapide. Mais l'inflation se maintient avec persistance à 25 % annuels et ne devrait baisser qu'à peine en 1997 selon les prévisions. En Lettonie aussi, les politiques anti-inflationnistes brident la demande finale, imposent une discipline budgétaire stricte et freinent la reprise de la production; mais on prévoit que l'inflation, de 20 % en 1996, ne sera plus que de 12 % à 15 % en 1997. En Lituanie, l'inflation a baissé en 1996, mais dépassait encore 25 %, et malgré des échanges actifs, les restrictions à la demande y sont donc également maintenues.

C. Le début de la reprise retardé en Russie

45. Selon le Comité d'État de la statistique, l'office statistique russe, le PIB de la Fédération de Russie a été au cours des 10 premiers mois de 1996 inférieur de 6 % à ce qu'il avait été en 1995 à la même époque, et la production industrielle avait reculé de 5,3 %. La formation brute de capital fixe a fléchi de 15 %. L'effritement des investissements a été particulièrement accusé dans l'industrie, surtout dans les secteurs produisant des biens de consommation. Dans l'industrie légère et les matériaux de construction, comme dans l'agriculture, les investissements ont chuté de 35 %. En revanche, les investissements consacrés aux équipements énergétiques et industriels sont restés stables et ont même augmenté dans certains secteurs. Pour l'ensemble de l'année 1996, comme le montre le tableau A.5, on estime à 5 % la baisse du PIB, et on prévoit une nouvelle baisse de 1 % en 1997 (la production enregistrée devant toutefois amorcer une reprise au cours de l'année). Mais les indicateurs économiques russes sont basés sur des données sujettes à caution, de sorte que le niveau d'activité économique est indubitablement sous-estimé, et le recul réel est donc surestimé. Il reste que le retard que prend le redémarrage dont rendent compte les statistiques officielles ne peut qu'être qualifié de décevant.

46. Pourtant, 1996 a été une bonne année pour l'un des objectifs retenus, à savoir le ralentissement de l'inflation. La hausse des prix à la consommation a été fortement ralentie, puisque les données de décembre 1996 devraient faire apparaître des prix supérieurs de 22 % ou 23 % à ceux de décembre 1995, alors que la hausse annuelle était un an auparavant de 131 %. C'est essentiellement en freinant la demande par une politique monétaire restrictive qu'on a fait baisser l'inflation. Il a fallu de ce fait assortir d'un rendement élevé les bons du Trésor émis par le Gouvernement pour combler le déficit, ce qui a maintenu des taux d'intérêt élevés et limité le crédit, pour la trésorerie des entreprises par exemple.

47. Le résultat a été un recul de l'activité globale, moins marqué pourtant qu'il n'aurait pu l'être, grâce à la multiplication des modes de financement de substitution, tels qu'opérations de troc ou accumulation d'arriérés d'impôts et d'autres paiements obligatoires. Il semble aussi que les versements en espèces non déclarés – en roubles, mais aussi, de plus en plus, en dollars – aient

fortement augmenté, d'où un nouveau déplacement de l'activité économique vers l'économie souterraine, qui ne laisse pas de trace écrite.

48. L'expansion de l'économie souterraine s'est trouvée stimulée en outre par les méthodes que le Trésor a choisies pour compenser le recul de ses rentrées fiscales. Pour réduire le déficit, il n'était guère d'autre solution que la compression des dépenses de l'État, ce qui a souvent signifié que les fonctionnaires n'ont pas été payés, non plus que les fournisseurs. La conséquence a été qu'un nombre accru d'employés et de commerçants a été contraint pour survivre d'entrer dans l'économie souterraine.

49. L'influence exercée par ces facteurs sur l'expansion de l'économie souterraine est manifestée notamment par le fait que les données sur le revenu des ménages n'ont pas suivi la même trajectoire descendante que le PIB officiel. En fait, selon les données officielles, la proportion de la population dont le revenu en espèces était inférieur au minimum vital au premier semestre de 1996 était tombée à 23 %, alors qu'elle avait atteint 29 % au premier semestre de 1995.

50. Les difficultés de 1996 ont été exprimées en particulier par la chute accusée des paiements au Trésor. Des entreprises, des administrations de la Fédération de Russie, et des particuliers, d'abord en ordre dispersé, puis en masse, sont apparemment parvenus à la conclusion qu'il n'y avait guère de risque réel à ne pas payer ce qu'ils devaient au Trésor. Ils ont même pu penser, forts de l'expérience passée, que les arriérés finiraient peut-être par être annulés. C'est ainsi que les rentrées fiscales du budget fédéral ont représenté pour les six premiers mois de 1996 7,7 % du PIB, contre 13 % en 1995. En juin 1996, c'était près de la moitié des impôts dus à l'État qui étaient en retard. Il n'y a eu d'ailleurs aucune tentative sérieuse de recouvrement durant la période précédant l'élection présidentielle, ni pendant la longue période d'incertitude sur l'état de santé du Président. Ce n'est qu'en novembre, après que le Gouvernement a lancé à grand renfort de publicité ses efforts de recouvrement auprès de plusieurs sociétés en retard dans leurs paiements que les versements fiscaux ont connu une reprise vigoureuse.

51. Il reste encore au Gouvernement à prendre des décisions cruciales laissées en suspens depuis l'élection. Décisions extrêmement importantes, puisqu'il s'agit de savoir de quelle ampleur sera le rôle futur de l'État dans l'économie du pays, quelle devrait être la proportion des ressources redistribuée par le budget de l'État, et de quelle manière le Gouvernement devrait encourager – et financer – les modifications structurelles à apporter à l'économie. Le Gouvernement doit décider si le rôle principal de l'État doit être un rôle de facilitation économique, sous quelle forme il doit participer aux nouveaux mécanismes de protection sociale, et l'ampleur de cette participation. Aux diverses conceptions qu'on peut avoir de ces problèmes, et d'autres questions connexes, correspondent des moyens politiques très différents de surmonter la crise multiforme que connaît actuellement l'économie russe.

D. Des signes de reprise économique dans les autres pays
de la Communauté d'États indépendants (CEI)

52. En 1995 encore, tous les pays de la CEI présentaient une caractéristique commune essentielle : la détérioration rapide et grave de leur économie (les deux exceptions notables en 1995 étant l'Arménie et la Géorgie, où le PIB avait augmenté un peu après l'effondrement catastrophique des années précédentes). Le comportement de l'économie y présente toujours des analogies marquées : l'inflation a été freinée dans la plupart de ces pays, mais demeure très forte et très irrégulière dans certains cas, en Ukraine par exemple. Le grand souci des Gouvernements reste de ramener les déficits budgétaires à un niveau acceptable, mais le système juridique est insuffisant, la réglementation instable et arbitraire, les impôts élevés et les régimes fiscaux compliqués, et des incertitudes politiques persistent dans bien des cas, de sorte que l'activité économique se déplace bon gré mal gré vers une économie souterraine en expansion rapide qui, du fait qu'elle est cachée, échappe à l'imposition. L'investissement national est loin d'être suffisant, et l'investissement étranger reste cantonné dans une gamme étroite de projets, relevant surtout du secteur de l'énergie et des industries extractives. Les secteurs financiers restent manifestement faibles, et le risque demeure de crises bancaires analogues à celle qui a gravement compromis en 1995 la reprise en Lettonie.

53. Il n'en est pas moins vrai que plus de la moitié des pays de la CEI (Arménie, Géorgie, Kazakstan, Kirghizistan, Ouzbékistan, République de Moldova et Turkménistan) semblent avoir eu un PIB en croissance positive en 1996. Au Kazakstan en particulier, la timide reprise provient d'un décollage des investissements étrangers directs, d'un léger redressement du riche secteur des industries extractives, et d'une augmentation parallèle des exportations. Une politique de rigueur budgétaire et monétaire a ramené l'inflation à 1 % par mois environ dès le début de l'automne 1996, et il est prévu de limiter le déficit budgétaire à moins de 3 % du PIB en 1997.

54. Le Gouvernement ukrainien a déployé en 1996 des efforts énergiques pour sortir du cycle d'hésitations et d'ambiguïtés qu'il avait manifestées face à la réforme économique durant les cinq années écoulées depuis l'accès à l'indépendance. La rigueur monétaire a permis une baisse spectaculaire de l'inflation, qui était tombée à nettement moins de 10 % en été. Les exportations sont en expansion, les apports de capitaux, surtout depuis la Fédération de Russie, ont augmenté, et la situation des réserves s'est améliorée grâce à la reprise du programme d'accord de confirmation du Fonds monétaire international (FMI) en mai. Au vu de cette évolution favorable, le Gouvernement a finalement lancé au début de septembre une monnaie nationale, la hryvnya, ce qui pourrait être un élément important de la transformation économique du pays. La production déclarée continue néanmoins à reculer. Les modifications structurelles de l'économie progressent lentement, et les privatisations sont restées limitées. D'aucuns pensent toutefois que le recul de la production ukrainienne pourrait être largement surestimé car l'activité économique cachée y serait beaucoup plus importante que dans les autres pays en transition, et qui plus est en expansion. Pour l'Ukraine – comme pour la Fédération de Russie – il pourrait être par trop pessimiste de prédire comme les observateurs le font avec un bel ensemble que l'économie continuera à se ralentir en 1997, et il n'est pas exclu qu'elle rejoigne le groupe de plus en plus nombreux des pays de la CEI qui peuvent faire état d'une production en expansion. Toutefois, même dans ce cas, une croissance positive ne signifierait pas nécessairement que tous les

obstacles ont été surmontés et que la reprise doive se confirmer. Pour cela, il faudra que le Gouvernement poursuive ses interventions dans bien des domaines.

III. LA CROISSANCE TOUCHE UN PLUS GRAND NOMBRE DE PAYS EN DÉVELOPPEMENT

55. La croissance économique se généralise peu à peu dans le monde en développement alors que jusqu'ici, elle n'avait touché que plusieurs pays d'Asie et, par intermittence, quelques pays d'Amérique latine. Le PIB par habitant a en effet augmenté, en 1996, dans 76 des 92 pays en développement dont on étudie les données de façon suivie; ces 76 pays comptent 96 % de la population du monde en développement (voir tableau 2). On estime en outre qu'en 1997, deux autres pays se joindront à la liste de ceux dont le PIB augmente, portant ce pourcentage à 97 %.

56. L'augmentation du PIB par habitant est certes un indicateur du progrès économique assez rudimentaire, en particulier dans les pays en développement. C'est une information partielle indiquant simplement que le revenu réel moyen généré au sein d'une économie n'est ni stagnant ni en baisse. Il n'y aurait donc pas lieu de monter cette augmentation en épingle et d'y voir autre chose qu'un phénomène normal si la situation n'avait pas été bien différente pendant la plus grande partie des années 90. En 1991, par exemple, le PIB par habitant n'a augmenté que dans 54 pays comptant au total 82 % de la population du monde en développement.

57. Fait regrettable, mais significatif, les pays les moins avancés (PMA) où le PIB par habitant est en hausse représentent une part plus faible de la population totale des PMA que celle des pays en développement en général enregistrant semblable augmentation. En effet, seuls 23 des 36 pays les moins avancés régulièrement suivis (et de l'ensemble des 48 pays les moins avancés) ont vu leur PIB augmenter en 1996. À tout le moins peut-on dire que quatre cinquièmes environ des habitants des pays les moins avancés vivent dans des pays où le PIB par habitant est en hausse, contre la moitié environ au début des années 90.

Tableau 2

Nombre de pays en développement où le PIB par habitant est en hausse et part de ces pays dans la population totale de leur région, 1991-1997

	1991		1992		1993		1994		1995		1996 ^a		1997 ^b	
	Nombre de pays	Pourcentage de la population totale ^c	Nombre de pays	Pourcentage de la population totale ^c	Nombre de pays	Pourcentage de la population totale ^c	Nombre de pays	Pourcentage de la population totale ^c	Nombre de pays	Pourcentage de la population totale ^c	Nombre de pays	Pourcentage de la population totale ^c	Nombre de pays	Pourcentage de la population totale
Pays en développement, dont	54	82	60	85	50	81	59	85	72	90	76	96	78	97
Amérique latine	15	57	16	55	16	69	19	90	21	73	21	94	24	100
Afrique	17	49	16	49	12	36	15	41	26	67	31	89	29	89
Sud et est de l'Asie (Chine comprise)	15	96	16	97	16	97	17	99	16	99	16	99	16	99
Asie occidentale	6	72	9	89	4	14	5	19	5	62	8	75	6	74
Pays les moins avancés	12	43	16	60	16	66	17	53	24	82	23	80	21	78

Source : ONU/DIESAP (Les estimations et projections en matière de population sont tirées notamment de [World Population Prospects: The 1996 Revision](#))

^a Estimations préliminaires.

^b Prévisions fondées en partie sur le projet Link.

^c Pourcentage total de la population des pays appartenant à la région ou au groupe de pays concerné à l'intérieur de l'ensemble considéré, qui regroupe 98 % de la population totale des pays en développement.

58. On estime qu'en Afrique, après avoir augmenté de plus de 4 % en 1996, le PIB devrait croître de 4 % en 1997 (voir tableau A.6). L'accroissement annuel de la population étant de 2,7 %, le produit par habitant devrait donc augmenter pendant deux années consécutives pour la première fois depuis 1979-1980. On estime de même qu'en Amérique latine, la production a augmenté de 3 % en 1996 et devrait augmenter de 4 % en 1997. La tendance est donc de nouveau à la hausse après l'interruption de 1995 (l'accroissement de la population dans la région étant légèrement supérieur à 1,5 % par an).

59. Mais ni en Afrique, ni en Amérique latine, on ne peut dire que le taux de croissance de la production, et donc des revenus, soit suffisant pour faire vraiment reculer la pauvreté ou entraîner une expansion suffisante du marché du travail. Seuls quelques pays, principalement en Asie, connaissent un tel dynamisme. La généralisation progressive de la croissance économique dans le monde en développement est pourtant un phénomène encourageant qui s'est longuement fait attendre et dont il faut tirer parti.

A. Reprise de la croissance économique en Afrique

60. En Afrique, le taux de croissance du PIB est passé de moins de 3 % en 1995 à plus de 4 % en 1996, témoignant du dynamisme économique d'un grand nombre de pays de la région. Ils sont au moins 18 à avoir vu leur PIB augmenter de 5 % ou plus en 1996. La croissance a été particulièrement vigoureuse dans le secteur des produits de base, dont la région continue à être fortement tributaire, bien que la production manufacturière ait également considérablement augmenté dans certains pays.

61. Ce dynamisme s'explique en partie par des phénomènes passagers, en particulier la reprise de la production agricole qui avait précédemment considérablement décliné en raison de la sécheresse; il résulte par ailleurs de certains facteurs dont la durabilité ne saurait être tenue pour acquise. Pour qu'il se maintienne, il faudra poursuivre les réformes économiques, augmenter les dépenses d'équipement et investir davantage dans le capital humain, tout en continuant à renforcer les institutions propices à la croissance.

62. Dans presque tous les pays d'Afrique, l'augmentation de la production agricole a joué un rôle déterminant dans la croissance du PIB, en particulier en Afrique du Nord où la production céréalière, par exemple, a augmenté de 55 % en 1996. Au Maroc où la sécheresse avait été particulièrement grave, la production céréalière a plus que quintuplé, entraînant une augmentation du PIB estimée à 9 % pour 1996. Les conditions agroclimatiques ont généralement été favorables aussi en Afrique centrale, en Afrique de l'Est et en Afrique de l'Ouest. La production céréalière de l'Éthiopie a atteint un niveau record en 1996, si bien que le pays a presque atteint l'un des grands objectifs des politiques de réforme qu'il mène depuis cinq ans, à savoir l'autosuffisance alimentaire.

63. En Afrique australe, où la production vivrière avait fléchi en 1995 en raison de la sécheresse, les chutes de pluie ont été suffisantes pour permettre une reprise de la production agricole grâce à une bonne campagne 1995-1996. Le rendement des cultures marchandes et la production d'aliments de base ont atteint des niveaux record, si bien que la région a largement pu couvrir ses

besoins alimentaires en 1996. C'est essentiellement à son secteur agricole que l'Afrique du Sud doit la hausse de son PIB en 1996.

64. Dans bien des pays, les industries extractives ont également fortement contribué à relever le taux de croissance du PIB en 1996. Le raffermissement des cours internationaux, l'adoption de nouveaux codes d'exploitation minière définissant plus précisément les droits et les obligations des investisseurs étrangers en matière d'extraction et le financement des services géologiques au titre de l'assistance ont entraîné, depuis quelques années, une forte progression des activités de prospection, avec des résultats remarquables. La production d'or, en particulier, a rapidement augmenté dans plusieurs pays de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique australe. La production de pierres et métaux précieux (diamants, or, platine et autres) a par ailleurs augmenté au Botswana, en Namibie, au Zaïre, en Zambie et au Zimbabwe, tandis que l'extraction du pétrole se développait dans d'autres pays.

65. Bien qu'en Afrique, la production de minéraux et la plus grande partie de la production agricole soient essentiellement axées sur l'exportation, l'augmentation de la production et des revenus dans ces secteurs a eu de manière générale pour effet de stimuler la demande et la production. En raison du raffermissement des cours des produits de base non pétroliers en 1994 et 1995 et, plus récemment, du cours du pétrole (voir tableau A.8), les revenus des particuliers et les recettes de l'Etat ont augmenté dans la majeure partie de l'Afrique, ce qui a eu pour effet de relancer la consommation intérieure. Ce phénomène a par exemple contribué à l'augmentation de la production, en 1996, en Afrique centrale, dans la zone franc CFA.

66. Le rôle joué par le secteur manufacturier dans la croissance économique varie considérablement de pays à pays. Dans certains pays, c'est ce secteur qui a connu la croissance la plus rapide en 1996 mais, comme il est encore peu développé à la base, sa contribution à la croissance du PIB est restée faible. En Côte d'Ivoire, il s'est trouvé stimulé en janvier 1994 par la dévaluation du franc CFA, qui a rendu plus concurrentielles les exportations du pays vers les autres pays de la région. La Côte d'Ivoire s'emploie par ailleurs à renforcer ses capacités propres de traitement du cacao. Au Nigéria, en revanche, la production du secteur manufacturier est restée faible, en raison de l'insuffisance de la demande, de la pénurie d'éléments importés et de problèmes d'infrastructure. Dans plusieurs pays, ce secteur est contraint de se transformer pour s'adapter aux mesures prises pour libéraliser les échanges.

67. La relance de l'intégration régionale entre le Kenya, la République-Unie de Tanzanie et l'Ouganda, qui ont formé ce que l'on appelle aujourd'hui l'Initiative de coopération en Afrique orientale, a ouvert de nouveaux débouchés commerciaux à la production manufacturière locale parmi les trois États membres. Le nouveau protocole commercial signé par les pays membres de la Communauté de développement de l'Afrique australe a par ailleurs eu pour effet d'élargir les marchés et d'intensifier les échanges commerciaux entre les États membres de la Communauté, bien que l'industrie de transformation, dans la région, soit de plus en plus dominée par l'Afrique du Sud.

68. En matière de production, les perspectives à moyen terme de l'Afrique dépendent de la poursuite de la stabilisation économique et des réformes structurelles. Ainsi l'Algérie a progressivement libéralisé les prix intérieurs, le marché des changes et le commerce depuis 1994 et, grâce à un apport de capitaux extérieurs et à l'allégement de sa dette, elle a remarquablement stabilisé son économie. En Égypte, les réformes économiques ont pris de la vitesse au début de 1996 : la mise en oeuvre du programme de privatisation a été accélérée; on a pris de nouvelles mesures en vue de libéraliser le commerce, modifié le code des investissements et partiellement levé le contrôle des loyers.

69. Grâce à des récoltes abondantes et à des politiques monétaires restrictives, le taux d'inflation a diminué dans bien des pays d'Afrique en 1996. Dans la zone franc CFA, une fois retombées les poussées inflationnistes entraînées par la dévaluation de 1994 et sous l'effet de politiques d'austérité monétaire et budgétaire, il a été inférieur à 10 % dans tous les pays – et à 5 % dans la majeure partie d'entre eux. Au Nigéria, pour la première fois depuis le début de 1992, le taux d'inflation mensuel annualisé est tombé à moins de 30 % vers juin 1996 sous l'effet des mesures d'assainissement des finances publiques adoptées en 1995 et 1996. Au Ghana, le taux d'inflation mensuel a également diminué régulièrement en raison du bon rendement des cultures vivrières et de la rigueur de la politique budgétaire et monétaire suivie. En revanche, la hausse du prix des importations de pétrole a alimenté l'inflation dans certains pays, au Kenya notamment, où, pour la première fois depuis la fin de 1994, le taux d'inflation mensuel a dépassé 10 % par an en juin 1996. En Angola et au Zaïre, la hausse des prix avoisine l'hyperinflation puisque son taux est égal ou supérieur à 40 % par an.

70. Dans plusieurs pays d'Afrique où, dans certaines zones au moins, la paix et la sécurité civiles ne sont plus garanties, le cours normal des activités de production s'est trouvé bouleversé. C'est le cas notamment du Libéria, de la Somalie et du Soudan. En Angola, où l'économie a souffert de la guerre, le relèvement a été retardé en 1996 par la longueur imprévue des opérations de démobilisation et de rétablissement de la paix. Au Rwanda, toutefois, la vie économique est largement revenue à la normale, notamment sous l'effet du redressement du secteur agricole, si bien que la production vivrière a beaucoup augmenté et que, selon les estimations, le taux de croissance du PIB a été de 15 % en 1996. La plus grande partie du reste de la région des Grands Lacs s'est trouvée dans une situation extrêmement difficile en 1996, en raison des tensions et conflits ethniques, de la flambée de la violence et des conflits armés, ainsi que du nombre important de réfugiés et de personnes déplacées, sans compter les retombées de l'embargo imposé au Burundi par ses voisins en 1996. Étant donné qu'un grand nombre de réfugiés ont regagné le Rwanda à la fin de 1996, les perspectives de reconstruction et de reprise sont meilleures pour 1997. De la même façon, l'économie de la Sierra Leone devrait se ressentir favorablement de l'accord de paix signé en novembre 1996.

B. Ajustement et reprise en Amérique latine et dans les Caraïbes

71. Le revenu moyen par habitant et la production moyenne par habitant avaient recommencé à augmenter dans les années 90 mais cette croissance avait été interrompue en 1995 par un brusque recul en Argentine et au Mexique, pays qui

/...

représentent ensemble plus de 40 % du PIB de la région. Toutefois, avec la reprise de l'activité économique dans ces deux pays en 1996, le PIB de la région a augmenté de 3 %, à nouveau plus vite que la population, et une nouvelle accélération est prévue pour 1997, portant la croissance à 4 % par an. Pourtant, les taux de croissance économique des pays pris séparément ne sont pas très élevés, à quelques rares exceptions. En outre, la croissance du PIB s'est ralentie dans plusieurs pays en 1996, notamment au Brésil, au Chili, en Colombie et au Pérou, et la production a baissé au Venezuela.

72. La croissance du PIB s'est aussi ralentie dans la plupart des pays d'Amérique centrale (à l'exception du Honduras et du Nicaragua) tandis qu'elle s'est accélérée dans plusieurs pays des Caraïbes. Cuba a confirmé sa reprise en 1996 avec une hausse de son PIB d'environ 5 %, la production de sucre ayant augmenté d'un tiers et les secteurs du tourisme et de l'extraction minière ayant enregistré de très bons résultats en partie dus aux investissements canadiens et australiens. Plusieurs petits pays des Caraïbes (la Barbade, Belize et la Jamaïque notamment) ont connu une timide reprise en 1996. En effet, il y a eu moins de cyclones et les récoltes et les équipements touristiques ont donc moins souffert que les années précédentes. D'autres pays de la région (comme la République dominicaine et la Trinité-et-Tobago) devraient voir leur croissance s'accélérer en 1997 grâce aux secteurs du tourisme et de l'agriculture, si les bonnes conditions météorologiques se maintiennent.

73. D'une manière générale, la croissance économique relativement lente n'a pas permis d'améliorer la situation de l'emploi, problème qui reste sans doute le plus préoccupant pour la région. Le taux de chômage a à peine diminué par rapport aux maximums qu'il avait atteints durant les récessions antérieures, en particulier en Argentine, en Uruguay et au Venezuela, et il a augmenté en Colombie. Au Brésil, il reste au-dessus de son niveau de 1995. S'ajoutant à des facteurs cycliques, des éléments structurels, comme les changements technologiques et institutionnels, l'intensification de la concurrence internationale dans les industries de main-d'oeuvre et la poursuite de la restructuration du secteur public ont limité les créations d'emploi, ce qui s'est traduit par une plus grande précarité de l'emploi et une augmentation de l'activité du secteur informel. De plus, l'aggravation des inégalités de revenus et des tensions sociales a été à l'origine d'un regain de la criminalité et du mécontentement de la population dans plusieurs pays.

74. La situation de l'emploi montre combien est difficile la phase d'ajustement dans laquelle se sont engagés la plupart des pays d'Amérique latine depuis plusieurs années pour réduire l'inflation et accroître leur compétitivité. Toutefois, la volonté de poursuivre les politiques d'ajustement choisies reste très forte, comme l'ont démontré l'Argentine et le Mexique en 1995 alors qu'ils connaissaient un brusque recul de leur activité économique. Les réformes menées par ces deux pays ont toutefois porté leurs fruits, en particulier dans le secteur des échanges. À la fin de 1996, alors que la reprise de la demande intérieure s'amorçait à peine, les deux pays affichaient un excédent commercial, bien qu'en diminution, du fait surtout de bons résultats à l'exportation.

75. Le ralentissement de la croissance dans la plupart des autres pays en 1996 résulte des politiques de stabilisation visant à réduire l'inflation (comme au Brésil, au Chili et en Colombie) ou les déséquilibres extérieurs (comme au

Pérou). En effet, les taux d'inflation ont continué à baisser dans la majeure partie de la région. Le taux d'inflation annuel au Brésil a atteint environ 12 % à la fin de 1996, son niveau le plus bas depuis 39 ans. Les autorités ont eu recours à une politique d'austérité monétaire pour maintenir la tendance à la baisse de l'inflation et devraient appliquer une politique budgétaire plus rigoureuse, notamment après l'adoption par le Congrès d'une loi à cet effet. Considérées comme essentielles pour poursuivre le plan de stabilisation et pour ramener l'inflation au-dessous de 10 %, ces mesures n'en ont pas moins un coût social élevé à court terme, comme indiqué plus haut.

76. Le Venezuela a mis en route, en 1996, un nouveau plan d'ajustement macro-économique qui a notamment eu pour effet à court terme un doublement du taux apparent d'inflation, celui-ci passant à environ 100 % pour l'ensemble de l'année. Ce taux, de loin le plus élevé de la région, a essentiellement pour cause l'élimination du contrôle des prix et la forte dévaluation de la monnaie dans le cadre d'un programme d'ajustement draconien. Par la suite, la stabilisation du taux de change et l'amélioration des équilibres macro-économiques – notamment du fait de l'augmentation des cours internationaux du pétrole – ont réduit les anticipations inflationnistes.

77. Le taux d'inflation en Amérique latine devrait baisser davantage en 1997 en raison de la poursuite de politiques d'austérité budgétaires et monétaires. La lutte contre l'inflation devrait donner des résultats appréciables, en particulier au Venezuela et au Mexique. La rigueur financière devrait permettre à ces deux pays ainsi qu'à l'Argentine, à la Bolivie, au Brésil et à l'Équateur de mieux équilibrer leur budget en 1997.

C. La recherche d'un taux de croissance durable en Asie

78. La croissance économique s'est ralentie dans une grande partie de l'Asie en 1996, les décideurs de plusieurs pays, en particulier en Asie du Sud et en Asie de l'Est et en Chine, cherchant à freiner l'activité dans les économies dont l'expansion très rapide n'étaient plus soutenables à terme. En revanche, dans d'autres pays d'Asie, en particulier en Asie de l'Ouest, la poursuite de l'ajustement est allée de pair avec une croissance plus rapide du fait de meilleurs termes de l'échange dus à une augmentation inattendue des prix du pétrole. En outre, la Turquie, qui est à cheval sur l'Asie et l'Europe, a connu une deuxième année de forte croissance après les mesures d'austérité monétaires et budgétaires et la récession qui en a résulté en 1994 (voir tableau A.6 pour des données détaillées).

79. On prévoit un ralentissement plus net de la croissance dans la plupart des pays en 1997, des mesures supplémentaires étant mises en oeuvre pour réduire les déséquilibres internes et externes. En effet, le taux de croissance du PIB ne devrait augmenter de 1 % ou plus que dans 4 des 30 pays d'Asie dont l'activité économique fait l'objet d'un suivi régulier, à savoir l'Iraq, la Jordanie, les Philippines et Sri Lanka.

1. Politiques de décélération de la croissance en Asie du Sud et en Asie de l'Est

80. La croissance économique en Asie du Sud et en Asie de l'Est a dans l'ensemble marqué le pas en 1996 essentiellement à cause du ralentissement faisant suite à la croissance très élevée de 1995. En Indonésie, en République de Corée, en Malaisie, à Singapour et en Thaïlande, le taux de croissance du PIB, qui se situait entre 8 et 10 % en 1995, s'est inscrit entre 6 et 8 % en 1996. Le tassement de la croissance a commencé dans la plupart de ces pays au début de 1996 suite aux politiques d'austérité monétaires et s'est poursuivi au cours de l'année en raison de la forte baisse des exportations. La plupart des autres pays de la région ont enregistré un taux de croissance du PIB identique à celui de 1995, ou un ralentissement de la croissance, les deux exceptions notables étant la Papouasie-Nouvelle-Guinée, qui commençait à se remettre lentement de la grave récession de 1995, et les Philippines, où le PIB connaissait à nouveau une tendance à la hausse après les très faibles taux de croissance du début des années 90.

81. Le resserrement monétaire appliqué en 1995 dans les économies à forte croissance ainsi qu'en Inde et aux Philippines s'est généralement poursuivi en 1996. Il a ainsi eu l'effet escompté qui était de modérer la demande intérieure, ce qui, associé à l'amélioration de la production agricole dans certains pays, a permis de réduire considérablement le taux d'inflation. Cette orientation restrictive de la politique monétaire devrait se poursuivre dans la plupart des pays concernés étant donné que le taux d'inflation reste trop élevé dans certains pays (Inde, Indonésie et Philippines) dans d'autres et que les pressions inflationnistes dues aux coûts salariaux continuent d'être une source de préoccupation (Malaisie, Singapour et Thaïlande). Le Pakistan devrait adopter une politique économique d'austérité suite à la renégociation d'un accord de confirmation avec le FMI en 1996. En outre, lorsque le déficit extérieur paraît excessif (République de Corée et Thaïlande), le resserrement monétaire permet de modérer la demande d'importations.

82. Le ralentissement de la croissance des exportations de la région a été beaucoup plus prononcé qu'on ne l'avait prévu au début de l'année. Le raffermissement du taux de change du dollar au cours de l'année a entamé la compétitivité des exportations de nombreuses économies de la région dont les monnaies sont étroitement alignées sur le dollar. En outre, les économies comme celles de la République de Corée, de la Malaisie, de Singapour et de la province chinoise de Taïwan, dont une grande part des exportations était composée de matériel informatique, ont pâti de la restructuration de la demande mondiale de ces articles pendant les trois premiers trimestres de 1996. Leurs recettes d'exportation ont particulièrement souffert de leur spécialisation dans les semi-conducteurs et certains types d'ordinateur qui exigent relativement peu de technologie et dont les prix subissent de plus fortes pressions à la baisse lorsque la demande baisse. Par ailleurs, certaines économies essentiellement axées sur les exportations traditionnelles à forte intensité de main-d'oeuvre ont également perdu de leur compétitivité du fait de l'augmentation des coûts unitaires de main-d'oeuvre (Thaïlande et Malaisie). Ces deux derniers éléments traduisent un important problème structurel, à savoir la nécessité d'améliorer sans relâche le niveau technique et la complexité de la production si l'on veut maintenir une forte croissance des exportations.

83. Le taux de croissance économique de la région en 1997 devait être le même qu'en 1996. La croissance sera stable ou un peu plus forte dans certains pays qui ont enregistré un ralentissement prononcé de l'activité en 1996. Étant donné que la politique économique sera généralement restrictive, c'est essentiellement la relance des exportations qui devrait donner l'élan, d'autant qu'on prévoit une stabilisation du taux de change du dollar et la poursuite de la tendance à la hausse de la demande mondiale de matériel informatique qui s'est amorcée au quatrième trimestre de 1996.

84. On s'attend à une accélération de la croissance aux Philippines en 1997 du fait des investissements, des exportations et de l'augmentation des dépenses de consommation. Sri Lanka devrait également, en 1997, retrouver un taux de croissance plus normal, de 5 %, après les mauvais résultats de 1996, dus à la sécheresse, à ses effets sur la production d'électricité et à la baisse des investissements causés par l'aggravation des troubles dans ce pays.

2. "L'atterrissage en douceur" de la Chine

85. En Chine, depuis plusieurs années, les responsables politiques s'attachent à limiter la croissance du PIB afin de réduire la pression que les très fortes augmentations annuelles de la demande font peser sur les prix. Il semble maintenant que cette croissance a été inférieure à 10 % en 1996. Le taux d'inflation a aussi maintenu sa tendance à la baisse en passant de 17 % en 1995 à moins de 9 % en 1996.

86. "L'atterrissage en douceur" de l'économie chinoise est le fruit d'une politique monétaire restrictive persistante et de mesures plus directes (révision à la baisse des projets d'investissement, contrôle de certains prix, application stricte du plafonnement des crédits au moyen de contrôles administratifs, etc.). La combinaison de ces deux types de moyens d'action a permis de limiter la croissance des investissements, qui reste l'élément le plus dynamique de la demande. Le taux de croissance des investissements fixes a été considérablement réduit en 1995 (à 18 %) puis au cours des trois premiers trimestres de 1996. Par ailleurs, la croissance des exportations s'est ralentie, comme en Asie du Sud et en Asie de l'Est, après plusieurs années d'expansion très rapide. En revanche, la consommation s'est maintenue à un bon niveau.

87. Les bons résultats du secteur agricole ont contribué à contenir l'inflation et à maintenir la croissance du PIB en 1996. En dépit des inondations qui se sont produites dans de vastes régions du pays, la production totale de céréales en 1996 devrait atteindre le niveau record de 489 millions de tonnes, grâce, en partie, au fait que le Gouvernement a augmenté le prix des produits agricoles de 30 % en juin.

88. Au vu des progrès réalisés dans la lutte contre l'inflation, le gouvernement a quelque peu libéralisé sa politique monétaire en cours d'année afin d'atténuer les difficultés de financement des entreprises publiques. Le plafond des crédits bancaires a été relevé, ce qui leur a permis d'emprunter davantage. De même, la banque centrale a, par deux fois en cours d'année, abaissé les taux de rémunération des dépôts bancaires, qui ont diminué de 3,5 points.

89. La réforme des entreprises publiques s'est heurtée à de grosses difficultés. Le secteur public industriel, qui emploie toujours la majeure partie de la main-d'oeuvre industrielle du pays, est inefficace et ses pertes ont été fortement alourdies par la rigueur de la politique du crédit. L'accumulation des invendus, en mettant les entreprises dans l'incapacité de payer leurs matières premières et leurs fournitures intermédiaires, a multiplié les endettements en cascade. Actuellement, le Gouvernement s'efforce avec beaucoup de prudence, en s'appuyant sur un marché boursier en expansion, de transformer les entreprises publiques en sociétés par actions.

90. Les réformes entreprises dans des domaines comme le contrôle des changes, le secteur financier et les investissements étrangers se sont accélérées en 1996. La monnaie chinoise est librement convertible depuis le 1er décembre 1996 pour les opérations courantes. La création, d'un marché interbancaire pour les opérations d'open market de la banque centrale permet au Gouvernement de mieux gérer indirectement l'économie. Mises sur un pied d'égalité avec les sociétés chinoises à un rythme accéléré, les sociétés étrangères ont désormais les mêmes droits et le même régime qu'elles et des privilèges fiscaux et autres attachés aux investissements étrangers ont été réduits.

91. On peut s'attendre à ce que le Gouvernement chinois continue à s'employer en 1997, à stabiliser l'économie, à favoriser une croissance viable à terme et à maintenir le cap. En conséquence, le PIB devrait continuer à augmenter au même rythme qu'en 1996 et le taux de l'inflation devrait continuer à baisser en 1997. Bien qu'un assouplissement de la politique monétaire ne soit pas exclu, la politique économique générale restera dans l'ensemble restrictive. La refonte du secteur financier et les expériences de la réforme des entreprises publiques se poursuivront.

3. La croissance est stimulée par le renchérissement du pétrole en Asie occidentale

92. L'économie de l'Asie occidentale dépend largement de la santé du secteur pétrolier. En raison du recul des prix pétroliers ces dernières années (voir tableau A.8), plusieurs pays ont été contraints de procéder à d'importants ajustements économiques et la croissance économique régionale a perdu beaucoup de son dynamisme. L'augmentation des prix pétroliers en 1996 a été un bienfait pour les pays exportateurs de pétrole puisqu'elle leur a permis de redresser quelque peu leur budget. Il semblerait par ailleurs, en première analyse, que les balances courantes des pays exportateurs de pétrole de la région dans son ensemble soient excédentaires pour la première fois depuis plus de 10 ans. Cette amélioration inattendue de la situation a aussi permis à certains de ces pays de s'acquitter partiellement de leurs arriérés envers leurs partenaires commerciaux (Arabie saoudite) et de réduire leur endettement (République islamique d'Iran).

93. En dépit de l'amélioration due à l'augmentation des prix pétroliers, l'expansion économique reste lente. La croissance pourrait être plus élevée si le processus de paix régional ne progressait pas si lentement, si l'Iraq n'était pas toujours sous le coup du régime de sanctions que l'on sait et si les échanges économiques régionaux n'étaient pas si faibles. Au cours de la période

précédente, le coût considérable de la guerre du Golfe et le versement des indemnités et des prestations sociales qu'elle a entraîné avaient créé des problèmes de trésorerie et abouti à une réduction des dépenses publiques dans la plupart des pays membres du Conseil de coopération du Golfe. Certains pays comme l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis avaient ainsi dû réduire leurs subventions et augmenter les prix. À l'heure actuelle, le Gouvernement saoudien s'attache toujours à protéger la population d'une flambée des prix et ne devrait donc pas réduire ses subventions en 1997. En République islamique d'Iran, la persistance du déficit budgétaire, l'importance de l'endettement extérieur et le taux élevé de l'inflation continueront d'entraver la croissance. Les restrictions frappant les importations continueront à être appliquées rigoureusement, ce qui limitera la consommation et la production.

94. Cela étant, les réformes entreprises par l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis et d'autres pays leur permettent désormais d'espérer rééquilibrer leur balance courante et leur budget. Dans la plupart des pays de la région, les réformes économiques visant à réduire les dépenses publiques et à renforcer le rôle du secteur privé en libéralisant le commerce et les investissements sont toujours en vigueur. Elles devraient se poursuivre et contribuer à diversifier les économies et à stimuler la croissance économique même si, comme on peut s'y attendre, la poursuite d'objectifs comme la privatisation de certains grands équipements publics ne progresse pas sensiblement. En Arabie saoudite, le secteur privé a cependant commencé à participer au financement de centrales électriques.

95. En Israël, le taux de croissance a baissé, passant de 7 % environ en 1995 à 3,6 % en 1996 en raison du resserrement de la politique budgétaire et du ralentissement des investissements, liés en partie aux incertitudes qui pèsent sur le processus de paix. En Cisjordanie et à Gaza, l'économie s'est considérablement ralentie et le taux de chômage a parfois atteint les 50 %, ce qui est dû pour une large part au bouclage par Israël au bouclage des territoires palestiniens. En Jordanie, la croissance économique s'est ralentie; elle est de l'ordre de 4,5 %, moins que les 6 % escomptés. L'inflation est restée faible en dépit de l'augmentation des prix de certains produits de première nécessité comme le pain, décidée dans le cadre du programme d'ajustement. Au Liban, la croissance du PIB a été moindre en 1996 qu'en 1995 mais est restée forte (environ 5 %). La reconstruction et le redressement ont marqué un temps d'arrêt lors de la reprise du conflit militaire au début de 1996 mais ils ont pu reprendre rapidement et l'économie a recommencé à se développer avec vigueur.

96. En 1997, les cours de l'or noir devraient rester au même niveau qu'en 1996 et l'Iraq devrait recommencer à exporter son pétrole. Cela devrait stimuler l'activité économique de la région, même si la rigoureuse politique économique en vigueur en Israël est maintenue et continue à ralentir l'économie du pays. En revanche, les incertitudes qui pèsent sur le processus de paix assombrissent les perspectives économiques de Gaza et de la Cisjordanie, auxquels la communauté internationale s'est engagée à verser près de 500 millions de dollars d'aide au développement en novembre 1996.

IV. CRÉATION D'UN ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL FAVORISANT LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE

97. En 1996, le commerce mondial s'est développé beaucoup moins rapidement que les deux années précédentes et on ne prévoit qu'une accélération modeste pour 1997 (voir tableau A.7). Ce ralentissement n'a rien de préoccupant mais il rappelle que les échanges commerciaux s'étaient développés de manière extraordinairement rapide en 1994 et 1995. Par contre, la brève période de prix internationaux forts pour les produits autres que les combustibles semble terminée (voir tableau A.8). Par ailleurs, les flux financiers privés continuent d'augmenter rapidement, tandis que les courants d'aide publique au développement, source principale de financement externe pour les pays à faible revenu n'ayant pas la capacité de se procurer des crédits importants aux conditions du marché, se maintiennent à un faible niveau. Comme en général il s'agit également de pays qui exportent, pour l'essentiel, des produits primaires, la conjoncture internationale semble moins favorable à la croissance des économies de ces pays qu'à celle des pays à revenu plus élevé.

A. Ralentissement de la reprise de la croissance du commerce mondial

98. D'après les estimations, le volume des exportations mondiales a augmenté de 5,8 % en 1996, chiffre nettement inférieur aux 9 % enregistrés en 1995 et aux 10 % de 1994 (voir tableau A.7). Toutefois, si on table sur une augmentation des exportations mondiales de 7 1/4 % pour 1997, cette tendance indique moins le début d'une "récession" commerciale qu'un retour aux taux d'accroissement enregistrés dans la dernière partie des années 80; plus précisément, les exportations mondiales ont augmenté en moyenne de 6,4 % par an pendant la période 1987-1990, ce qui représente pratiquement le taux d'accroissement moyen prévu en 1996-1997. La croissance du commerce mondial s'était ralentie en 1991-1993 et s'était fortement accélérée en 1994 et 1995; elle semble maintenant revenir à des taux plus "normaux" (voir tableau A.7).

99. Les fluctuations caractérisant la croissance des importations des pays développés, qui globalement représentent environ les deux tiers de la demande mondiale d'importations, sont l'une des causes principales des variations des taux d'accroissement du commerce mondial. L'augmentation du volume des importations de ces pays en 1996 représentait presque la moitié du taux de 1995 et l'accroissement pour 1997 devrait se poursuivre pratiquement au même rythme qu'en 1996 (voir tableau 3). En 1996, le plus fort ralentissement a été enregistré au Japon et aux États-Unis, pays où les importations avaient crû à des rythmes exceptionnellement rapides au cours des dernières années. L'accroissement des importations s'est également ralenti en Europe occidentale.

100. Le ralentissement des importations des pays européens semblait refléter la croissance plus faible de leur PIB, tandis que des facteurs supplémentaires semblent avoir joué un rôle dans le cas du Japon et des États-Unis, comme l'indique la modification des rapports entre l'augmentation des importations et l'accroissement du PIB notée en 1996 et anticipée pour 1997 (voir tableau 3), par rapport à 1994 et 1995. Dans le cas du Japon, l'augmentation du taux de change du yen entre 1991 et 1995 a entraîné une forte incitation par les prix à l'importation. En fait, le yen s'est apprécié de 35 % par rapport au dollar au cours de cette période, tandis que, pendant les trois premiers trimestres

de 1996, il a perdu 14 % par rapport à cette monnaie. En ce qui concerne les États-Unis, les importations de biens d'équipement, en particulier d'ordinateurs et de matériels connexes, avaient largement contribué à l'accroissement initial du volume des importations, qui s'inscrivait dans le cadre du développement très rapide des investissements après la période de récession qu'a connue ce pays. L'augmentation de ces importations s'est considérablement ralentie au cours des trois premiers trimestres de 1996.

Tableau 3

Accroissement du volume des importations des pays développés, 1987-1997

(Variations en pourcentage par année)

	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996 ^a	1997 ^b
Total											
dont	6,5	7,6	7,2	4,7	3,0	4,8	1,0	11,0	9,0	5,2	5,6
Japon	9,1	17,9	7,9	5,7	4,0	-0,4	3,0	13,6	12,5	7,1	4,8
États-Unis	3,0	4,3	4,2	1,8	0,8	11,2	13,0	13,8	12,8	6,3	6,0
Europe occidentale	7,7	6,8	8,0	6,1	3,8	3,3	-4,5	8,9	6,6	4,3	5,3
Pour mémoire :											
Élasticité des importations par rapport au revenu ^c											
Total											
dont	2,0	1,7	2,0	1,8	4,9	3,1	1,2	4,1	4,3	2,3	2,5
Japon	2,2	2,9	1,6	1,1	1,1	-0,4	9,9	22,6	8,9	2,0	2,4
États-Unis	1,0	1,1	1,2	1,4	-0,8	4,2	5,9	4,0	6,4	2,7	2,7
Europe occidentale	2,7	1,7	2,4	2,3	6,0	3,4	10,7	3,1	2,8	2,9	2,2

Source : Département de l'information économique et sociale et de l'analyse des politiques du Secrétariat de l'ONU, d'après les données publiées par le FMI, *Statistiques financières internationales*.

^a Chiffres estimatifs.

^b Prévisions fondées sur le projet LINK.

^c Rapport entre la variation en pourcentage du volume des importations et la variation en pourcentage du PIB.

101. Le ralentissement mondial de la demande d'importations a été reflété dans l'accroissement plus faible des exportations dans la plupart des groupes de pays en 1996 (voir tableau A.7). L'exception la plus spectaculaire a été la région de l'Amérique latine et des Caraïbes, où les exportations de l'Argentine et du Mexique, les deux principaux exportateurs, ont augmenté rapidement pendant la deuxième année de leurs programmes d'ajustement/redressement. Dans le cas de l'Argentine, les exportations importantes vers le Brésil, son partenaire dans le cadre du Marché commun du Sud (MERCOSUR), qui absorbe actuellement 27 % de ses exportations, ont constitué un facteur important. Dans une autre région du globe, les exportations de la Fédération de Russie ont également continué de s'accroître rapidement; au cours des trois premiers trimestres de 1996, leur valeur en dollars a augmenté de 9 % par rapport à la même période de l'année précédente, hausse résultant en partie d'une poussée soudaine de 17 % des exportations vers d'autres pays de la CEI.

/...

102. Le ralentissement de la croissance des importations des pays européens à économie de marché a entraîné un ralentissement de l'accroissement de la demande concernant les exportations des pays européens en transition. L'appréciation des taux de change réels des monnaies de ces pays et les blocages au niveau des ressources disponibles, reflétant le caractère inachevé de leur transformation économique, ont également freiné leurs exportations.

103. Un facteur particulier a contribué au ralentissement des exportations en provenance de Chine, notamment au début de 1996. Le Gouvernement de ce pays a en effet réduit de 3 % l'abattement consenti aux exportateurs au titre de la taxe sur la valeur ajoutée à la fin de 1995. Outre le ralentissement anticipé des exportations en 1996, cette mesure a incité les entreprises à avancer en 1995 les exportations prévues pour 1996, afin de tirer avantage des mois restants pour l'application d'un taux d'abattement plus élevé.

104. En Afrique, les exportations de produits agricoles et minéraux ont augmenté du fait des incitations antérieures par les prix et, en ce qui concerne l'agriculture, de meilleures récoltes, comme indiqué plus haut, tandis que la croissance des exportations pétrolières a été faible. Par ailleurs, certains pays ont poursuivi la diversification de leur économie. Les exportations de produits non traditionnels – comme les produits horticoles et les produits manufacturés –, de même que le tourisme, ont continué de se développer d'une manière satisfaisante et représentent une part croissante des recettes d'exportation, notamment au Ghana, au Kenya, à Madagascar, en Ouganda, en Zambie et au Zimbabwe.

105. Parallèlement, les cours internationaux des produits primaires ont généralement fléchi au cours de l'année, celui du pétrole représentant l'exception la plus marquante. Fondés sur les données portant sur les trois premiers trimestres, les cours en dollars des produits autres que les combustibles ont baissé de près de 3 % en 1996 (voir tableau A.8). Toutefois, avec le raffermissement du dollar par rapport aux principales monnaies en 1996, les prix moyens en dollars des exportations de produits manufacturés ont également baissé; mais leur diminution a été moindre que celle des prix des produits primaires et, de ce fait, les prix "réels" de ces produits ont également baissé, bien que de moins de 1,5 % en termes de pouvoir d'achat par rapport aux produits manufacturés exportés par les pays développés. La croissance de la production mondiale devant demeurer modérée, il semble que les prix des produits primaires – calculés en dollars ou en termes de pouvoir d'achat par rapport aux produits manufacturés – aient nettement baissé par rapport à leur niveau maximum dans le cycle en cours.

106. L'indice des prix des produits alimentaires, seule grande catégorie de produits autres que les combustibles ayant enregistré un gain, a augmenté de plus de 10 % au cours des trois premiers trimestres du fait d'augmentations importantes des cours de céréales. Les prix du blé et des céréales secondaires ont atteint des niveaux records au cours du deuxième trimestre de 1996, après les dégâts très importants liés aux intempéries subis par la récolte de blé d'hiver aux États-Unis, et du fait des faibles taux de rendement enregistrés dans d'autres grands pays producteurs et de la forte demande mondiale, ainsi que des stocks qui avaient fortement diminué pour tomber aux niveaux d'il y a 20 ans.

107. Les prix des boissons tropicales ont baissé de près de 20 % au cours des trois premiers trimestres de 1996, du fait d'une chute de près de 30 % des cours du café. Les exportations de café du Brésil, exceptionnellement importantes au milieu de 1996, ont précipité l'érosion des prix qui s'est accélérée les mois suivants. Les exportations de café des pays africains ont également augmenté, car ces pays se sont efforcés de soutenir les recettes d'exportation en augmentant le volume des exportations, afin de compenser l'érosion des prix. En outre, plusieurs pays africains se sont retirés du programme de limitation des exportations de l'Association des pays producteurs de café (qui avait obtenu certains succès en renforçant les prix au cours des deux dernières années), car il devenait de plus en plus coûteux de maintenir des stocks pendant la baisse des prix.

108. La faiblesse de la demande et l'excédent d'offre ont fait baisser les cours de plusieurs matières premières à usage industriel. Les cours du cuivre et de l'aluminium, par exemple, ont fortement baissé en raison de la faiblesse de la demande dans certaines industries terminales critiques, comme le bâtiment et les transports, aux États-Unis et dans d'autres pays. Les cours du cuivre ont également perdu beaucoup de terrain après des révélations indiquant des fortes pertes par une importante société japonaise dans le commerce d'instruments financiers dérivés liés au cuivre, donnant lieu à des conjectures largement diffusées selon lesquelles la société contrôlerait des stocks importants et non signalés de cuivre qui auraient été utilisés pour manipuler les prix du marché et les prix des instruments dérivés. Toutefois, la forte demande d'importations en Chine et dans d'autres pays d'Asie, comme ces dernières années, a empêché les cours de nombreux produits de ce groupe de baisser davantage.

109. Avec de nouvelles augmentations au cours du quatrième trimestre, les cours du pétrole ont été en 1996 d'environ 17 % supérieurs à ceux de 1995, se situant en moyenne à 20 dollars le baril pour le panier de bruts utilisé comme référence par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP). C'est un niveau qui avait généralement été considéré comme hautement improbable un an auparavant. La demande a été plus forte et l'offre plus limitée que prévu, du fait que la plupart des membres de l'OPEP ont respecté les quotas convenus et que la production a été inférieure aux prévisions dans les pays non membres de l'organisation. Lorsqu'un hiver exceptionnellement rigoureux dans l'hémisphère nord a augmenté la demande, on a laissé les stocks baisser car l'industrie s'attendait que l'Iraq reprendrait ses exportations, conformément à la résolution 986 (1995) du Conseil de sécurité, dans laquelle le Conseil autorisait les États à permettre l'importation d'Iraq de pétrole et de produits pétroliers, le volume des importations devant être tel que les recettes correspondantes ne dépassent pas un milliard de dollars des États-Unis par période de 90 jours. La réapparition de l'Iraq sur le marché ayant été retardée, les achats spéculatifs ont encore stimulé la demande. À la fin de l'année toutefois, les exportations iraqiennes avaient commencé. Entre-temps, les stocks pétroliers mondiaux étaient inférieurs à ceux de la fin de 1995 et le marché était considéré comme tendu. En d'autres termes, la moindre perturbation dans les approvisionnements risque de déclencher une nouvelle série d'augmentation des prix. Sauf imprévu toutefois, une détente devrait être enregistrée en 1997 sur les cours du pétrole, notamment après la saison d'hiver.

B. Afflux de capitaux dans les pays ayant accès aux marchés financiers

110. Les marchés financiers mondiaux n'étaient pas loin, en 1996, de connaître une hausse de 25 % en volume des apports de capitaux à moyen et à long terme. Les pays en développement ont emprunté davantage au cours des trois premiers trimestres de 1996 que durant toute l'année 1995 (voir tableau A.9). Les pays à économie en transition ont également continué, mais dans une moindre mesure, à faire appel à ces marchés. Ils y accèdent de plus en plus facilement, comme en témoigne l'émission par la Fédération de Russie de sa première série d'euro-obligations pour un montant d'un milliard de dollars, qui a été sursouscrite. Les banques multilatérales de développement ont emprunté davantage sur les marchés, ce qui indique de leur part une capacité plus importante de mettre des fonds à la disposition des pays en développement et des pays en transition, par l'intermédiaire de leurs guichets non concessionnels.

111. La plupart des pays en développement qui ont recours aux capitaux privés (que ce soit l'investissement direct ou l'emprunt) sont des pays d'Asie ou d'Amérique latine. Les entrées nettes de capitaux en Asie du Sud et de l'Est, en particulier, ont continué d'augmenter sensiblement en 1996, et concernaient principalement l'Inde, l'Indonésie, la Malaisie et les Philippines. La Thaïlande a fait exception, puisque les apports de capitaux y ont diminué au cours de l'année, les investisseurs ayant commencé à perdre confiance en raison de l'aggravation du déficit déjà important de la balance courante et de l'incertitude sur le plan politique. De façon plus générale, la structure des entrées de capitaux fait toujours une large place à la composante la plus stable, celle de l'investissement direct. Les investissements étrangers ont aussi continué d'affluer vers la Chine : au cours des trois premiers trimestres de 1996, l'investissement direct y dépassait de 17 % son niveau de la même période de 1995.

112. Les flux de capitaux privés à destination de l'Afrique étaient principalement (mais pas exclusivement) dirigés vers la République sud-africaine et certains pays d'Afrique du Nord, où les entrées nettes de capitaux n'ont pas varié en 1996 de façon notable par rapport aux années précédentes. Les variations les plus sensibles concernaient les investissements étrangers de portefeuille en Égypte, en plein essor, tandis que les flux de capitaux vers l'Afrique du Sud ont brusquement diminué en raison des incertitudes du marché quant à l'évolution de la situation politique dans ce pays.

113. En Amérique latine, on a constaté à nouveau en 1996 d'importantes entrées de capitaux privés. Un redressement plus rapide que prévu après la crise de 1995 et un climat plus favorable sur le plan international ont aidé à restaurer la confiance des investisseurs, et par conséquent, à améliorer l'accès aux capitaux étrangers. Ainsi, alors que les entrées nettes de capitaux en Amérique latine sont restées pratiquement inchangées, puisqu'elles s'élevaient à environ 50 milliards de dollars en 1996, on estime que les apports du secteur privé ont pratiquement doublé, prenant en pratique la relève des opérations exceptionnelles de sauvetage lancées au niveau multilatéral en 1995. L'investissement étranger direct était en hausse en 1996, en particulier en Argentine, au Brésil, au Chili, en Colombie et au Pérou, mais étaient légèrement en baisse au Mexique. L'adoption de nouvelles mesures de privatisation dans ces

pays, de même qu'en Bolivie et au Venezuela, augure favorablement d'une hausse de l'investissement direct en 1997.

114. L'émission d'obligations, en particulier par les trois plus grands pays latino-américains, a repris du fait de la baisse des taux d'intérêt dans la plupart des pays industrialisés, qui a incité les investisseurs à rechercher des valeurs plus rentables sur les marchés nouveaux. Les obligations nouvellement émises se sont caractérisées par un prix inférieur et des échéances plus longues, et se sont diversifiées en direction du deutsche mark et du yen, qui représentent aujourd'hui près de 40 % de leur total. L'amélioration du climat économique a facilité le refinancement, par le marché des capitaux privés, des prêts officiels contractés par le Mexique durant la crise de 1995.

115. Le revirement de l'attitude des investisseurs en 1996 a été spectaculaire, dans la mesure où il est intervenu peu de temps après la crise, qui gagnait d'autres pays, et au moment où l'on commençait à peine à se préoccuper de la fragilité du système financier des pays touchés. Le renforcement de la confiance dans les marchés témoigne des vigoureuses mesures d'ajustement adoptées par les différents pays, qui ont été indiscutablement stimulées par les décisions rapidement prises par la communauté internationale pour renforcer le rôle du FMI sur le plan de la surveillance des nouveaux marchés et de l'apport de ressources financières d'urgence lorsque la situation l'exige.

116. Toutefois, il est conseillé aux responsables de l'élaboration des politiques dans les pays importateurs de capitaux de s'efforcer d'une part de restaurer durablement la confiance des investisseurs, en conduisant de façon prudente leur propre politique économique et, d'autre part, de ne pas oublier que les marchés financiers internationaux peuvent se révéler extrêmement instables, être agités par des mouvements collectifs et fébriles qui peuvent déplacer à l'improviste des capitaux énormes d'un pays à l'autre.

117. Grâce à l'évolution favorable constatée en 1996 sur les plans financier et commercial, la plupart des pays en développement ont à nouveau effectué des remboursements nets des prêts qu'ils avaient contractés auprès du FMI. Après avoir reçu 12,6 milliards de dollars sous forme de prêts nets en 1995 (dont la plus grande partie a été versée à l'Amérique latine), les pays en développement ont, durant les neuf premiers mois de 1996, effectué des remboursements nets pour un montant de 2,6 milliards de dollars. Le groupe des pays à économie en transition a continué d'être bénéficiaire net des ressources du FMI (3,2 milliards de dollars pour les neuf premiers mois), en grande partie en raison de l'importance des prêts accordés à la Fédération de Russie.

118. La plupart des versements du FMI concernent les pays à revenu intermédiaire, bien que le Fonds accorde également des prêts à des conditions de faveur aux pays à faible revenu par l'intermédiaire de la Facilité d'ajustement structurel renforcée (FASR). Durant les trois premiers trimestres de 1996, les versements effectués par celle-ci couvraient à peine les remboursements au titre de prêts à des conditions de faveur contractés précédemment auprès du FMI. Les autres prêteurs et donateurs bilatéraux et multilatéraux représentent pour leur part la principale source d'apports de capitaux à des conditions de faveur aux pays en développement, bien que, pris ensemble, on ait constaté une diminution

générale des entrées en 1995, et qu'aucun élément ne semble indiquer que cette tendance se soit inversée en 1996.

119. Il y a, en réalité, un certain nombre de pays à faible revenu qui ne parviennent pas, malgré leurs recettes d'exportation et l'aide financière extérieure, à payer leurs importations de première nécessité et à assurer le service de leur dette extérieure. Pour ces pays, il est particulièrement encourageant, sur le plan financier, que la communauté internationale se soit engagée à adopter une approche d'ensemble pour les soulager du fardeau de la dette, même si cette opération requiert, plus que jamais, l'application de nouvelles méthodes de réduction et de refinancement de la dette. Chaque pays, en particulier ceux d'Afrique, devraient commencer à profiter des effets de cette nouvelle initiative en 1997.

120. Cependant, les pays à faible revenu (y compris ceux qui ne sont pas entrés dans le cercle vicieux de l'endettement), quand bien même ils seraient débarrassés de la charge du service de la dette (ce qui devrait prendre encore plusieurs années), se trouveront forcés d'avoir davantage recours à des crédits bonifiés et, de ce point de vue, les perspectives ne sont guère encourageantes. Les apports de l'aide publique au développement étant d'ores et déjà insuffisants, la question est de savoir si les donateurs prévoient de répartir leur aide entre le plus grand nombre ou, au contraire, de procéder à une certaine sélection et de supprimer ou diminuer l'aide aux pays où elle est jugée moins efficace.

Note

¹ Publication des Nations Unies, numéro de vente : F.96.II.C.1 et Corr.

Tableau A.1

Pays développés à économie de marché : taux de croissance du PIB réel, 1987-1997
 (Variation annuelle en pourcentage)^a

	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996 ^b	1997 ^c
Ensemble des pays développés à économie de marché	3,2	4,4	3,6	2,6	♦0,6	1,6	0,8	2,7	2,1	2,3	2 ¼
Principaux pays industrialisés	3,2	4,6	3,6	2,6	♦0,6	1,7	0,9	2,6	2,0	2,3	2 ¼
Allemagne ^d	1,4	3,7	3,3	4,7	♦1,2	2,1	-1,1	2,9	1,9	1,3	2
Canada	4,3	4,9	2,5	-0,2	-1,8	0,8	2,2	4,1	2,3	1,7	3 ½
États-Unis	2,9	3,8	3,4	1,3	-1,0	2,7	2,2	3,5	2,0	2,3	2 ¼
France	2,3	4,5	4,3	2,5	0,8	1,2	-1,3	2,8	2,2	1,0	2 ¼
Italie	3,1	4,1	2,9	2,1	1,3	0,9	-0,7	2,1	3,0	0,8	1 ½
Japon	4,2	6,2	4,8	5,1	3,8	1,0	0,3	0,6	1,4	3,6	2
Royaume-Uni	4,8	5,0	2,2	0,4	-2,0	-0,5	2,1	3,8	2,4	2,4	3 ½
Autres pays industrialisés	3,2	3,6	3,7	2,6	0,7	0,9	0,2	3,1	2,7	2,2	2 ¼
Pour mémoire :											
Europe occidentale	2,8	4,0	3,4	2,7	♦0,6	1,0	-0,4	2,8	2,4	1,5	2 ½
Union européenne (15)	2,9	4,1	3,4	2,7	♦0,6	1,0	-0,5	2,9	2,4	1,5	2 ½

Sources : Secrétariat de l'ONU, Département de l'information économique et sociale et de l'analyse des politiques, d'après les données publiées par le FMI, Statistiques financières internationales.

♦ Indique une rupture de continuité dans la série statistique : à partir de 1991, l'Allemagne comprend les Länder orientaux.

^a Les agrégats correspondant aux groupes de pays sont des moyennes pondérées calculées à partir de la valeur du PIB de l'année précédente, les coefficients de la pondération étant les prix et les taux de change de 1988.

^b Estimations.

^c Projection, d'après le projet LINK.

^d Jusqu'au mois de janvier 1993, les données se rapportent uniquement à l'Allemagne de l'Ouest.

Tableau A.2

Principaux pays industrialisés : indicateurs trimestriels, 1994-1996

	Trimestre, 1994				Trimestre, 1995				Trimestre, 1996		
	I	II	III	IV	I	II	III	IV	I	II	III
<u>Croissance du produit intérieur brut^a</u>											
Allemagne	5,1	3,5	1,9	4,2	1,3	2,8	-0,1	0,3	-1,6	6,0	3,3
Canada	4,0	6,8	4,7	5,9	1,1	-0,8	2,1	0,8	1,2	1,3	3,2
États-Unis	2,5	4,8	3,6	3,2	0,6	0,5	3,6	0,5	2,0	4,7	2,0
France	3,6	5,3	3,2	3,6	2,8	0,4	0,4	-1,6	4,5	-0,8	3,7
Italie	1,2	4,0	5,6	-0,1	4,9	0,4	8,7	-4,3	2,0	-1,6	2,0
Japon	3,2	0,7	3,5	-4,2	0,5	4,0	1,2	5,5	8,4	-1,1	0,4
Royaume-Uni	4,0	5,2	3,9	2,7	1,5	1,9	2,3	2,3	1,5	2,3	3,0
Total	2,6	3,4	3,4	0,9	1,1	1,3	2,6	1,3	3,5	1,7	1,7
<u>Taux de chômage^{b c}</u>											
Allemagne	8,6	8,6	8,3	8,1	8,1	8,1	8,2	8,5	8,9	8,9	8,9
Canada	10,9	10,6	10,1	9,7	9,6	9,5	9,4	9,4	9,5	9,6	9,7
États-Unis	6,5	6,1	5,9	5,5	5,5	5,6	5,6	5,5	5,6	5,4	5,2
France	12,4	12,5	12,3	12,0	11,7	11,5	11,5	11,9	12,1	12,2	12,4
Italie	11,7	12,5	11,1	11,4	12,2	11,9	11,9	11,9	12,0	12,0	12,2
Japon	2,8	2,5	3,0	2,9	2,9	3,1	3,2	3,3	3,3	3,5	3,3
Royaume-Uni	9,9	9,8	9,5	9,0	8,7	8,8	8,8	8,6	8,4	8,3	8,3
Total	7,3	7,2	7,0	6,7	6,7	6,7	6,8	6,8	6,9	6,8	6,7
<u>Hausse des prix à la consommation^d</u>											
Allemagne	5,4	2,8	1,4	0,7	3,1	2,1	1,4	-0,3	2,4	2,0	1,5
Canada	-1,8	-1,5	2,2	1,1	4,4	2,9	1,1	0,0	1,8	2,9	0,6
États-Unis	2,5	2,5	3,6	1,9	3,5	3,5	1,7	2,1	3,4	4,1	2,0
France	1,8	2,2	0,7	1,9	2,2	1,8	1,4	2,2	2,9	3,2	-1,0
Italie	5,1	2,7	3,3	4,4	7,0	6,9	4,1	4,4	4,1	5,0	0,6
Japon	0,7	1,5	-1,1	2,3	-2,2	1,5	-1,1	0,0	-1,1	2,7	-1,5
Royaume-Uni	0,7	7,3	0,0	2,8	3,6	7,3	1,0	0,7	2,0	5,5	0,7
Total	2,2	2,5	2,4	2,1	2,3	3,3	1,1	1,4	2,1	3,6	0,7

Source : Secrétariat de l'ONU, Département de l'information économique et sociale et de l'analyse des politiques, d'après les données du Fonds monétaire international (FMI), de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et des autorités nationales.

^a Variation en pourcentage des données désaisonnalisées du trimestre précédent, exprimée en taux annuel (le total est la moyenne pondérée calculée à partir de la valeur annuelle du PIB, les coefficients de pondération étant les prix et les taux de change de 1988).

^b Pourcentage de la population active totale, données désaisonnalisées normalisées par l'OCDE.

^c Pour certains pays, le chiffre donné pour le troisième trimestre de 1996 est une estimation.

^d Variation en pourcentage par rapport au trimestre précédent, exprimée en taux annuel.

Tableau A.3

Pays développés à économie de marché : hausse des prix à la consommation, 1987-1997^a
 (Variation annuelle en pourcentage)

	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996 ^b	1997 ^c
Tous pays développés à économie de marché	2,8	3,2	4,4	5,0	4,3	3,2	2,7	2,3	2,5	2,1	2 ½
Principaux pays industrialisés	2,6	3,0	4,2	4,8	4,2	3,0	2,5	2,1	2,3	2,1	2 ½
Allemagne	0,2	1,3	2,7	2,7	3,5	5,1	4,4	2,7	1,9	1,4	1 ½
Canada	4,4	4,0	5,1	4,7	5,6	1,5	1,9	0,2	2,2	1,4	1 ¾
États-Unis	3,7	4,0	4,9	5,4	4,2	3,1	2,7	2,6	3,0	2,9	3
France	3,3	2,8	3,4	3,4	3,2	2,4	2,1	1,7	1,7	1,9	1 ½
Italie	4,7	5,1	6,2	6,5	6,2	5,2	4,5	4,0	5,3	3,9	3
Japon	0,1	0,7	2,2	3,1	3,3	1,7	1,2	0,7	-0,1	-0,0	1 ¾
Royaume-Uni	4,1	4,8	7,8	9,5	5,9	3,7	1,6	2,5	3,4	2,5	2 ½
Autres pays industrialisés	4,2	4,3	5,2	6,2	5,3	4,1	3,8	3,2	3,4	2,7	2 ½
Pour mémoire :											
Europe occidentale	3,0	3,4	4,8	5,5	4,9	4,3	3,5	2,9	3,1	2,5	2 ¼
Union européenne (15)	2,9	3,4	4,9	5,5	4,9	4,3	3,5	3,0	3,1	2,6	2 ¼

Sources : Secrétariat de l'ONU, Département de l'information économique et sociale et de l'analyse des politiques, d'après les données publiées par le FMI, Statistiques financières internationales.

^a Les données concernant les groupes de pays sont des moyennes pondérées, la pondération pour chaque année étant les dépenses de consommation pour l'année considérée, sur la base des prix et taux de change de 1988.

^b Estimations.

^c Projections d'après le projet LINK.

Tableau A.4

Pays développés à économie de marché : taux de chômage, 1987-1997^a
 (En pourcentage de la population active totale)

	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996 ^b	1997 ^c
Tous pays développés à économie de marché	7,2	6,6	6,1	6,0	6,7	7,4	8,1	8,0	7,6	7,6	7 ½
Principaux pays industrialisés	6,7	6,1	5,7	5,6	6,2	6,8	7,2	7,1	6,7	6,8	6 ¾
Allemagne ^d	6,2	6,2	5,6	4,9	4,2	4,6	7,9	8,4	8,2	8,9	9
Canada	8,8	7,7	7,5	8,1	10,2	11,3	11,2	10,4	9,5	9,6	9 ¼
États-Unis	6,1	5,4	5,2	5,4	6,6	7,3	6,9	6,1	5,6	5,3	5 ½
France	10,4	9,8	9,3	9,0	9,5	10,4	11,7	12,3	11,6	12,3	12 ½
Italie	10,9	11,0	10,9	10,3	9,9	10,5	10,3	11,4	11,9	12,0	12
Japon	2,9	2,5	2,3	2,1	2,1	2,2	2,5	2,9	3,1	3,4	3 ¼
Royaume-Uni	10,3	8,5	7,1	6,8	8,8	10,1	10,5	9,6	8,8	8,3	7 ¾
Autres pays industrialisés	9,8	9,3	8,4	8,1	8,9	10,1	12,2	12,5	11,8	11,7	11 ¼
Pour mémoire :											
Europe occidentale	9,7	9,1	8,3	7,7	8,0	8,9	10,7	11,1	10,7	10,9	10 ½
Union européenne (15)	10,0	9,4	8,5	7,8	8,2	9,1	10,9	11,3	10,9	11,1	11

Sources : Secrétariat de l'ONU, Département de l'information économique et sociale et de l'analyse des politiques, d'après les données de l'OCDE.

^a Pour les sept pays indiqués et pour 10 autres, les données sont standardisées par l'OCDE de façon à être comparables dans l'espace et dans le temps, conformément aux définitions du Bureau international du Travail (voir OCDE, Taux de chômage normalisés : sources et méthodes) (Paris, 1985); pour les autres pays, on a utilisé des définitions et estimations nationales.

^b Estimations.

^c Projections d'après le projet LINK.

^d Jusqu'au mois de janvier 1993, les données se rapportent uniquement à l'Allemagne de l'Ouest.

Tableau A.5

Pays en transition : taux de croissance du PIB réel, 1987-1997
 (Variation annuelle en pourcentage^a)

	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996 ^b	1997 ^c
Pays en transition ^d	2,6	4,5	2,1	-6,1	◆ -8,6	-12,0	-7,1	-9,0	-1,8	-1,3	1½
Europe centrale et orientale ^d	2,2	2,7	0,1	-11,1	◆ -10,6	-3,0	0,2	4,0	5,8	3,9	4¼
Albanie	-0,8	-1,4	9,8	-13,1	-29,4	-6,0	11,0	7,4	6,0	6,5	6
Bulgarie	6,1	2,6	-1,4	-9,1	-6,9	-5,7	-3,7	2,2	2,5	-4,0	0
Ex-Tchécoslovaquie	0,8	2,6	1,3	-1,2	-14,2	-6,4					
République tchèque							-0,9	2,6	4,8	4,7	5
Slovaquie							-4,1	4,8	7,3	6,0	5
Hongrie	3,8	2,7	3,8	-3,3	-11,9	-3,0	-0,8	2,9	1,5	1,0	2
Pologne	2,0	4,4	0,2	-11,6	-7,0	2,6	3,8	5,0	7,3	5,3	5¼
Roumanie	0,8	-0,5	-5,8	-8,2	-12,9	-8,8	-3,0	4,0	6,9	4,5	4
États baltes						-31,6	-14,4	1,5	1,3	1,7	2
Estonie						-14,8	-7,8	4,0	3,0	3,3	3
Lettonie						-34,9	-14,9	0,6	-1,6	1,5	1¾
Lituanie						-35,0	-17,0	1,0	2,7	1,0	1½
Ex-Union soviétique	2,8	5,3	3,0	-4,0	-8,0						
Communauté d'États indépendants, dont :						-14,1	-9,6	-14,6	-5,7	-4,4	-¼
Fédération de Russie						-14,5	-8,7	-12,6	-4,0	-5,0	-1
Kazakstan						-13,0	-12,9	-24,6	-8,9	0,7	1½
Ukraine						-13,7	-14,2	-23,0	-11,8	-9,2	-2¼

Source : Secrétariat de l'ONU, Département de l'information économique et sociale et de l'analyse des politiques et Commission économique pour l'Europe (CEE).

◆ Indique une rupture de continuité dans la série statistique.

^a Les agrégats correspondant au groupe de pays sont des moyennes pondérées par le PIB en dollars de 1988 (pour la méthode utilisée, voir Étude sur l'économie mondiale 1992 : tendances et politiques économiques actuelles dans le monde (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.92.II.C.1 et Corr.2), annexe, texte précédant les tableaux statistiques).

^b Estimations partielles.

^c Projections, d'après le projet LINK.

^d Y compris l'ex-République démocratique allemande jusqu'en 1990.

Tableau A.6

Pays en développement : taux de croissance du PIB réel, 1987-1997
(Variation annuelle en pourcentage)

	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996 ^a	1997 ^b
Tous pays en développement ^c	4,1	4,5	3,5	3,1	3,5	4,9	5,0	5,4	5,2	5,7	6
Afrique	0,6	2,7	3,0	2,2	1,4	0,8	0,4	2,0	2,8	4,1	4
Pays exportateurs nets d'énergie	-0,7	1,1	3,7	3,3	2,1	2,5	-0,3	0,8	3,1	3,6	3 ¼
Pays importateurs nets d'énergie	2,0	4,4	2,3	1,1	0,6	-1,0	1,1	3,2	2,4	4,7	4
Amérique latine	3,0	0,7	1,0	-0,1	2,9	2,2	3,0	4,6	1,0	3,0	4
Pays exportateurs nets d'énergie	2,2	3,1	0,7	4,7	4,7	3,7	0,8	2,5	-2,2	2,7	4
Pays importateurs nets d'énergie	3,3	-0,5	1,1	-2,6	1,8	1,3	4,4	5,8	2,8	3,2	4
Asie du Sud et de l'Est ^d	7,0	8,5	6,3	6,6	5,4	5,2	5,5	6,7	7,2	6,4	6 ½
Asie occidentale	-0,8	0,0	3,2	1,9	-0,2	5,7	2,6	0,4	2,9	3,7	3 ¾
Pour mémoire :											
Principaux pays en développement ^e											
Chine	11,1	11,3	4,3	3,9	8,0	13,2	13,4	11,8	10,2	9,8	10
Brésil	3,4	0,1	3,2	-4,4	0,9	-0,8	4,1	5,8	4,1	3,0	4
Inde	4,5	9,6	5,2	5,5	2,0	4,0	3,9	5,4	6,6	6,5	6 ½
République de Corée	11,5	11,1	6,4	9,5	9,1	5,1	5,8	8,4	9,0	6,7	6 ¾
Mexique	1,8	1,4	3,1	4,4	3,6	2,8	0,4	3,5	-6,2	4,3	4
Iran (République islamique d')	-2,5	-2,0	4,0	10,0	6,0	6,0	1,8	0,0	3,0	4,0	2 ½
Taiwan, province de Chine	12,7	7,8	8,2	5,4	7,6	6,8	6,3	6,5	6,1	5,9	6
Indonésie	3,6	6,5	7,4	7,4	6,6	6,3	6,5	7,5	8,1	7,5	7 ½
Argentine	2,1	-2,8	-6,2	0,4	8,9	8,7	6,4	7,4	-4,4	2,8	3 ½
Afrique du Sud	2,1	4,2	2,4	-0,3	-1,0	-2,2	1,3	2,7	3,3	3,0	2 ½
Arabie saoudite	-1,4	7,6	0,2	9,0	6,0	3,0	1,6	-2,7	1,5	4,0	2 ¼
Turquie	2,2	2,2	-0,4	9,2	0,7	6,4	8,0	-6,0	7,9	7,0	4 ¾
Thaïlande	7,1	13,2	12,2	10,0	8,0	7,4	8,0	8,6	8,6	7,0	6 ½
Afrique subsaharienne (Nigéria et Afrique du Sud exclus)	0,6	2,9	1,5	1,2	0,4	0,1	-0,7	1,5	3,9	4,9	4 ½
Pays les moins avancés ^f	1,1	1,6	1,9	2,0	0,6	2,4	1,1	2,2	4,1	4,9	4 ¾

Source : Secrétariat de l'ONU, Département de l'information économique et sociale et de l'analyse des politiques.

^a Estimations préliminaires.

^b Projections, d'après le projet LINK.

^c Ces chiffres concernent 92 pays, qui représentent 98 % de la population de tous les pays en développement.

^d À l'exclusion de la Chine.

^e Par ordre décroissant de leur part dans le PIB mondial.

^f D'après des données et des estimations couvrant 36 des 48 pays les moins avancés, qui représentent 95 % du PIB total de ce groupe de pays.

Tableau A.7

Commerce mondial : variations du volume des échanges, 1987-1997
 (Variation annuelle en pourcentage)

	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996 ^a	1997 ^b
Commerce mondial ^c	5,3	7,3	7,6	5,4	4,1	4,7	3,2	10,1	9,1	5,8	7 ¼
Pays développés à économie de marché	4,5	7,9	7,1	5,0	3,5	4,2	1,8	10,1	8,7	4,7	5 ¾
Amérique du Nord	8,1	15,9	8,4	6,9	6,0	8,2	6,9	11,5	14,0	6,3	7 ¼
Europe occidentale	4,2	5,9	7,4	4,1	2,3	◆3,4	0,4	11,1	7,6	4,3	5 ¼
Japon	0,4	5,9	4,3	5,3	2,5	1,5	-2,5	1,7	3,3	2,8	5
Pays en transition	2,5	4,5	-1,4	-9,5	-18,2	7,9	..	..	..	..	..
Europe orientale	1,8	4,2	-2,9	-6,1	-9,4	-0,1	0,4	19,1	9,5	8,0	..
Ex-URSS	3,4	4,9	0,1	-13,0	-31,0	-22,7	..	..	..	..	..
Pays en développement	8,5	6,3	10,7	9,1	8,7	5,6	7,1	11,5	11,2	9,0	10 ½
Afrique ^d	1,0	0,5	5,0	14,7	7,7	-5,0	-3,4	3,2	5,6	0,9	..
Amérique latine et Caraïbes	4,9	5,7	7,1	2,9	4,9	3,1	7,6	9,2	14,6	15,1	..
Asie du Sud et de l'Est	18,2	12,9	11,0	7,6	16,0	10,1	11,3	14,7	12,6	8,3	..
Asie occidentale	-7,2	11,2	8,8	2,1	3,4	3,7	9,7	5,6	1,9	2,2	..
Chine	11,8	10,1	8,4	14,4	18,3	15,4	7,7	29,0	16,9	2,8	..

Sources : Département de l'information économique et sociale et de l'analyse des politiques du Secrétariat de l'ONU et Commissions régionales de l'ONU.

◆ Indique une rupture de continuité dans la série statistique.

.. Indique que l'on manque d'informations pour faire une estimation acceptable.

^a Estimations préliminaires.

^b Projections d'après le projet LINK.

^c Depuis 1993, pays en transition exclus depuis 1993 (faute de données suffisantes).

^d À l'exclusion de l'Afrique du Sud.

Tableau A.8

Prix des produits primaires autres que les combustibles exportés par des pays en développement, 1980-1996
 (Variation annuelle en pourcentage)^a

	Denrées alimentaires	Boissons tropicales	Huiles végétales et graines oléagineuses	Matières premières agricoles	Minéraux et métaux	Indices composites		Prix des articles manufacturés ^b	Prix réels des produits de base ^c	Pour mémoire : pétrole brut ^d	
						Dollars	Droits de tirage spéciaux (DTS)				
1980	65,5	-6,3	-13,3	10,6	11,6	27,6	27,6	11,1	14,9	21,5	
1981	-20,0	-17,8	-4,3	-12,5	-16,0	-17,0	-9,0	-6,0	-11,7	-3,5	
1982	-31,8	-5,2	-19,6	-13,4	-13,2	-21,8	-16,4	-2,1	-20,1	-7,2	
1983	5,3	4,3	18,9	6,8	7,6	6,3	9,8	-3,3	9,9	-10,3	
1984	-15,9	14,6	34,6	0,9	-7,1	-3,4	0,0	-3,4	0,0	-2,9	
1985	-13,8	-9,1	-30,6	-9,9	-4,8	-12,3	-10,7	0,0	-12,3	-4,2	
1986	10,0	24,0	-38,0	2,0	-5,0	4,0	-10,0	19,8	-13,2	-49,9	
1987	6,4	-34,7	17,7	16,7	18,9	2,9	-6,7	12,7	-8,7	31,0	
1988	29,9	1,2	31,5	8,4	45,1	26,2	21,4	8,1	16,7	-19,7	
1989	5,9	-14,6	-11,5	0,0	0,0	0,0	4,9	-1,1	1,1	21,6	
1990	-6,2	-11,4	-12,9	4,7	-9,8	-5,9	-11,2	9,9	-14,4	28,6	
1991	-6,6	-8,1	8,1	-0,7	-9,5	-6,3	-7,4	0,0	-6,3	-16,4	
1992	-2,1	-14,0	7,5	-3,7	-3,7	-3,4	-5,7	3,0	-6,2	-1,0	
1993	0,7	6,1	0,0	-6,2	-14,7	-3,5	-2,4	-5,8	2,5	-11,4	
1994	10,1	75,0	24,4	15,7	13,6	18,0	14,3	2,1	15,6	-4,9	
1995	5,9	1,1	10,3	15,0	20,0	9,9	3,2	9,1	0,8	8,8	
1996 ^e	10,6	-18,6	-3,7	-10,4	-11,9	-2,8	2,8	-1,5	-1,3	14,0	
1995	I	-0,4	73,3	24,1	29,4	39,4	21,3	12,8	9,3	11,0	25,4
	II	2,9	28,6	13,1	24,1	25,3	15,6	4,5	12,2	3,0	14,2
	III	10,8	-27,8	9,6	3,9	19,5	5,9	2,1	5,9	0,0	-4,1
	IV	9,3	-26,7	-2,4	5,4	1,9	1,4	0,0	4,9	-3,3	2,9
1996	I	13,3	-22,6	-7,2	-9,6	-8,1	-1,6	2,7	0,0	-1,6	8,2
	II	14,4	-18,2	1,2	-14,3	-7,3	-0,7	7,2	-3,6	3,0	7,7
	III	4,5	-14,3	-4,8	-6,9	-20,3	-6,0	-1,4	-0,9	-5,2	27,1

Sources : Données communiquées par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), Bulletin mensuel des prix des produits de base; ONU, Bulletin mensuel de statistiques; et Bulletin statistique de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP).

^a Pour les données trimestrielles, les taux de croissance par trimestre se rapportent au même trimestre de l'année précédente.

^b Indice des prix des exportations de produits manufacturés des pays développés à économie de marché.

^c Indice composite des prix, en dollars, des produits de base, corrigés par l'indice des prix des exportations des produits manufacturés.

^d Cours moyen de sept types de pétrole brut des pays de l'OPEP.

^e Trois trimestres seulement.

Tableau A.9

Fonds levés sur le marché international des capitaux, 1986-1996
 (En milliards de dollars)

	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996 ^a
Total mondial	321,4	303,7	371,9	385,3	361,4	432,5	458,3	625,8	669,7	841,3	788,6
Catégorie d'emprunteurs											
Pays développés à économie de marché	283,5	259,9	329,2	344,5	311,8	373,0	396,5	534,2	577,8	727,1	671,5
Pays en transition	3,9	3,7	4,3	4,7	4,7	1,7	1,5	6,2	3,6	6,8	4,6
Pays en développement	23,9	28,2	27,9	23,1	29,5	43,2	39,4	64,7	75,9	89,7	94,0
Institutions multilatérales	10,1	11,9	10,5	12,9	15,4	14,7	20,9	20,7	12,4	17,7	18,5
Catégorie d'instruments											
Obligations	228,1	180,8	229,7	255,8	229,9	308,7	333,7	481,0	428,6	467,3	522,4
Obligations internationales	187,7	140,5	178,9	212,9	180,1	258,2	276,1	394,6	368,4	371,3	433,1
Placements à l'étranger et placements spéciaux	40,4	40,3	50,8	42,9	49,8	50,6	57,6	86,4	60,2	96,0	89,3
Prêts	93,3	122,9	142,2	129,5	131,5	123,8	124,6	144,8	241,1	374,0	266,3
Prêts bancaires	63,2	91,7	125,6	121,2	124,5	116,0	117,9	136,7	236,2	370,2	258,1
Autres facilités	30,0	31,2	16,6	8,4	7,0	7,7	6,7	8,2	4,9	3,8	8,1

Source : Données fournies par l'OCDE, Statistiques financières mensuelles.

^a Les données fournies ne concernent que neuf mois de l'année.
